

---

**Mémoire en science politique[BR]- Travail écrit : "L'évolution des stratégies du Scottish National Party en quête de l'indépendance de l'Écosse depuis sa création en 1934 et l'influence du Brexit sur ses arguments et revendications"[BR]- Séminaire d'accompagnement à l'écriture**

**Auteur :** Schmitz, Camille

**Promoteur(s) :** Verjans, Pierre

**Faculté :** Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie

**Diplôme :** Master en sciences politiques, orientation générale, à finalité spécialisée en relations internationales

**Année académique :** 2019-2020

**URI/URL :** <http://hdl.handle.net/2268.2/9952>

---

*Avertissement à l'attention des usagers :*

*Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.*

*Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.*

---



Faculté de Droit, de Sciences Politiques et de Criminologie  
Année académique 2019-2020

Schmitz Camille

Matricule : s151448

---

**L'évolution des stratégies du *Scottish National Party* en quête de  
l'indépendance de l'Écosse depuis sa création en 1934 et l'influence du  
Brexit sur ses arguments et revendications**

---

Mémoire présenté en vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences  
Politiques, orientation générale, à finalité Relations internationales

Promoteur : Pr. Dr. Pierre Verjans

Lecteurs : Pr. Dr. Catherine Fallon et Pr. Dr. Jérémy Dodeigne

## Préambule et remerciements

La question de l'indépendance de l'Écosse et le nationalisme écossais sont deux sujets qui attirent mon attention depuis un voyage en Écosse en 2013. C'est après deux ans d'études au sein du Département de Sciences politiques à l'Université de Liège et lors de vacances en Catalogne en été 2017 où je fus témoin d'une manifestation indépendantiste que le sujet de mon travail de fin de Bachelier me vint à l'esprit : quelles sont les caractéristiques nationalistes du *Scottish National Party* (SNP) ?

À la rentrée académique 2017-2018, le professeur Verjans partagea mon intérêt pour le sujet et accepta d'être le promoteur de mon travail. Il m'accompagna tout au long de sa réalisation, ainsi que la professeure Fallon en tant que titulaire du Travail dirigé en Sciences politiques.

Une année plus tard, lors de mon Erasmus à l'*University College Dublin* où je suivis, notamment, des cours sur la « celticité » et l'histoire de l'Empire britannique, l'envie de continuer à approfondir l'étude du nationalisme écossais me prit. Après quelques lectures d'articles de presse et d'articles scientifiques, ce furent plus spécifiquement les stratégies du SNP pour obtenir l'indépendance de l'Écosse dans le contexte du Brexit qui m'intéressèrent. Une fois de plus, le professeur Verjans accepta de superviser ce projet de Mémoire et m'aida rapidement à formuler une question de recherche. Nos échanges, ses réflexions et ses avis furent très stimulants et encourageants durant toute la recherche. Je tiens donc tout particulièrement à lui exprimer ma gratitude.

Je tiens également à remercier le professeur Dodeigne pour son précieux conseil d'inscrire le présent travail dans le temps long plutôt que de réduire son champ spatio-temporel à la période *post-Brexit* (*post-référendum* sur le Brexit). Au-delà de cette judicieuse recommandation, ses remarques et observations sur le SNP et la politique britannique et écossaise furent vraiment intéressantes et bénéfiques. Je souhaite aussi exprimer ma reconnaissance à la professeure Fallon qui accepta de faire partie de mon jury et qui m'accorda de son temps pour discuter, notamment, de ma méthodologie et de mon plan de rédaction. Ses conseils furent très utiles, ses encouragements et sa bienveillance fortement appréciés.

Plus généralement, ce Mémoire est l'aboutissement de cinq années d'études universitaires qui furent extrêmement intéressantes, riches, stimulantes et formatrices. L'Université de Liège, et plus particulièrement les professeurs du Département de Sciences politiques ont été sources

d'inspiration et d'admiration, ils m'ont permis de m'épanouir dans mes études et m'ont fait prendre goût à la recherche scientifique. J'aimerais donc également leur transmettre mes sincères salutations et leur exprimer ma gratitude.

*This research would not have been possible without the participation of representatives of the SNP. I am therefore grateful to all of those who agreed to meet with me in Edinburgh, welcomed me in their Parliament office or constituency office for an interview. I know January and February 2020 was a critical moment for them and for Scotland, their work schedule was for that reason very busy. I would thus like to thank them for their time, for their testimonials, for sharing their opinions and feelings with me and for their interest in my research and their good wishes.*

Enfin, mes remerciements vont aussi à mes amis et à ma famille pour leur présence, leur écoute, leurs encouragements, leur aide, leur enthousiasme. Plus spécialement, je tiens à remercier ma sœur jumelle Louise, Guillaume, mes parents et mes grands-parents pour nos discussions intéressantes et interminables sur mon Mémoire, mais aussi sur une multitude de sujets sociétaux, politiques, culturels, ... tout au long de mon parcours universitaire.

## Tables des matières

### Préambule et remerciements

<b>Introduction .....</b>	<b>1</b>
<b>1. Cadre théorique.....</b>	<b>2</b>
1.1. <i>Le modèle d'Elias, Szöcsik et Zuber : les trois instruments et les quatre stratégies des partis régionalistes .....</i>	2
1.2. <i>Hypothèse de départ.....</i>	4
1.3. <i>Apport de l'approche de Rokkan.....</i>	6
<b>2. Méthodologie.....</b>	<b>7</b>
2.1. <i>Choix du terrain et collecte des données .....</i>	7
2.2. <i>Application du modèle théorique aux données empiriques.....</i>	9
2.3. <i>Limites et biais .....</i>	10
<b>3. Les stratégies du SNP avant la création du Parlement écossais et avant d'être un parti au Gouvernement.....</b>	<b>11</b>
3.1. <i>La stratégie uni-dimensionnel de 1934 aux années 1960 .....</i>	12
3.2. <i>La stratégie subsuming des années 1960 aux années 1990 .....</i>	14
3.2.1. <i>Les décennies 1960 et 1970 : le changement constitutionnel pour choisir ses propres orientations socio-économiques.....</i>	14
3.2.2. <i>Les décennies 1980 et 1990 : l'indépendance dans l'Europe .....</i>	16
3.3. <i>Les stratégies du SNP depuis la création du Parlement écossais et avant d'être au Gouvernement.....</i>	19
3.3.1. <i>De 1999 à 2003 : stratégie blurring renversée.....</i>	20
3.3.2. <i>De 2003 à 2007 : stratégie subsuming renversée.....</i>	21
<b>4. Les stratégies du SNP de 2007 à 2016 .....</b>	<b>21</b>
4.1. <i>Les premières expériences au Gouvernement écossais de 2007 à 2014.....</i>	21
4.1.1. <i>Le processus de dévolution.....</i>	22
4.1.2. <i>L'indépendance via un référendum d'autodétermination et sur base légale.....</i>	25
4.2. <i>Le référendum d'indépendance en 2014 .....</i>	26
4.2.1. <i>Le référendum et ses modalités .....</i>	26
4.2.2. <i>Les arguments du SNP : entre stratégies subsuming et blurring renversées .....</i>	28
4.2.3. <i>Les résultats et conséquences .....</i>	31
4.2.4. <i>La plus grande victoire du SNP : les élections britanniques de 2015.....</i>	32
4.3. <i>Le référendum sur le Brexit en 2016.....</i>	33
4.3.1. <i>Le manifeste du SNP pour les élections écossaises en mai 2016 .....</i>	33
4.3.2. <i>Les arguments du SNP contre le Brexit.....</i>	34

<b>5. Les résultats du référendum sur le Brexit en juin 2016 : un point d'inflexion dans les stratégies du SNP ?.....</b>	<b>35</b>
5.1. <i>Le public cible et les nouveaux arguments pour le convaincre</i> .....	36
5.1.1. Les pro-UE : un nouvel électorat stratégique pour le SNP ?.....	36
5.1.2. Le Brexit : un tournant dans les revendications d'indépendance .....	36
5.2. <i>La remise en question de la place de l'Écosse au sein du Royaume-Uni</i> .....	38
5.2.1. Des divergences de plus en plus significatives entre l'Écosse et l'Angleterre .....	38
5.2.1.1. Questions historiques, identitaires et culturelles.....	38
5.2.1.2. Questions socio-économiques.....	39
5.2.2. L'asymétrie constitutionnelle .....	40
5.2.3. Le rapatriement des compétences européennes vers le Gouvernement britannique : un « power grab » selon le SNP .....	43
5.2.4. Les limites de la dévolution.....	44
5.2.5. « Scotland's right to choose » et le « mandat » du SNP pour un deuxième référendum d'indépendance .....	45
5.3. <i>La place de l'Écosse au sein de l'Union européenne et dans le monde</i> .....	47
5.3.1. Une question d'Histoire et d'appartenance.....	48
5.3.2. Des avantages socio-économiques .....	49
5.3.3. En quête de visibilité internationale : la para-diplomatie du SNP.....	49
5.4. <i>Discussion</i> .....	51
<b>Conclusion .....</b>	<b>53</b>
<i>Ligne du temps et schéma théorique</i> .....	55
<b>6. Bibliographie.....</b>	<b>56</b>
<b>7. Annexes.....</b>	<b>63</b>
7.1. <i>Liste des acronymes</i> .....	64
7.2. <i>Précisions conceptuelles</i> .....	65
7.3. <i>Entretiens semi-directifs</i> .....	70
7.4. <i>Discours du 31 janvier 2020</i> .....	220

## Introduction

Le *Scottish National Party* (ci-après SNP) est le principal parti nationaliste qui revendique l'indépendance de l'Écosse depuis sa création en 1934 jusqu'à nos jours. Faible jusqu'aux années 1960, il a néanmoins su s'imposer dans le champ politique britannique à partir des années 1970 et est, depuis 2007, le premier parti politique en Écosse. Cette ascension impressionnante lui a permis d'organiser un référendum d'autodétermination en 2014. Les Écossais se prononcèrent à environ 55% contre l'indépendance. Cet événement était censé mettre un terme à la question pour au moins une génération, selon la promesse du SNP au Gouvernement britannique. Cependant, le référendum sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne en 2016 et ses résultats ont ravivé les revendications indépendantistes du SNP. En effet, le Brexit fut rejeté par 62% des Écossais, tandis que 51,9% des Britanniques se prononcèrent en sa faveur. Le Brexit fut donc imposé par le Gouvernement britannique au Royaume-Uni dans son ensemble.

« *No man has the right to fix the boundary to the march of a nation. No man has the right to say to his country 'thus far shalt thou go and no further'* ». Cette citation célèbre de C. S. Parnell, nationaliste Irlandais du 19<sup>e</sup> siècle, est aujourd'hui reprise par quelques élus du SNP à l'encontre du *British Prime Minister*, Boris Johnson, qui refuse d'octroyer à la nation écossaise le droit à l'autodétermination, celui-ci considérant que la question a été réglée en 2014. Le SNP estime en effet que le Brexit non-voulu par la nation écossaise est une raison suffisamment légitime pour permettre à celle-ci de s'exprimer à nouveau sur son avenir constitutionnel. Les récentes élections écossaises, britanniques et européennes en Écosse ont d'ailleurs fait remporter une majorité de voix au SNP et de récents sondages indiquent une majorité d'Écossais en faveur de la tenue d'un tel référendum et suggèrent même une victoire du *Yes* à l'indépendance. Pour le SNP, ce refus de Johnson s'apparente à un déni de démocratie.

Le Brexit occasionne un changement sans précédent dans le champ politique et institutionnel britannique, ce qui semblerait profiter au SNP et à sa cause. En effet, le Brexit donne l'occasion de porter à nouveau la question de l'indépendance écossaise à l'agenda. Il serait intéressant de voir si cet événement inédit constitue un tournant majeur dans les stratégies du SNP. Ainsi, le présent travail se propose d'évaluer la question suivante : *comment les stratégies du SNP en vue d'obtenir l'indépendance de l'Écosse ont-elles évolué depuis la création du parti en 1934 et le Brexit marque-t-il un point d'inflexion dans ses stratégies ?*

Concernant la structure du travail, nous présentons d'abord le cadre théorique et la méthodologie utilisés pour mener à bien cette recherche. Ensuite, nous aurions pu diviser l'étude en deux temps : une période *ante*-Brexit et une période *post*-Brexit. Cependant, nous avons décidé de travailler en trois temps, car il nous est apparu que de grands changements institutionnels et politiques dans le paysage britannique et écossais ont engendré des variations importantes dans les stratégies du SNP depuis sa création et ce déjà avant le Brexit. Ainsi, en premier lieu, nous nous attachons à exposer les stratégies développées par le SNP sur la période allant de sa création en 1934 jusqu'à la veille de l'instauration de la dévolution en Écosse avec création du Parlement écossais en 1999 et de l'arrivée du SNP au Gouvernement écossais en 2007. Puis, la deuxième période couvre ses premières expériences au Gouvernement jusqu'au référendum sur le Brexit en juin 2016. Enfin, nous nous penchons sur la période *post*-Brexit, en prenant pour point de repère l'annonce des résultats de ce référendum. Notre analyse s'arrête en fin février 2020.

## **1. Cadre théorique**

### **1.1. Le modèle d'Elias, Szöcsik et Zuber : les trois instruments et les quatre stratégies des partis régionalistes**

Le modèle théorique mobilisé tout au long du travail pour analyser les données récoltées et tenter de répondre à la question de recherche se base largement sur le modèle construit par Elias, Szöcsik et Zuber<sup>1</sup>. Ces auteures identifient trois instruments dont disposent les partis régionalistes : *positioning*, *selective issue emphasis* et *issue framing*. Le premier outil suggère qu'un parti se positionne (ou évite de le faire) sur plusieurs dimensions existant déjà dans le paysage politique au sein duquel il s'insère. Le deuxième signifie que le parti peut également insister sur certains enjeux qui sont plus en sa faveur que d'autres. Enfin, le troisième indique qu'il peut tenter d'altérer le débat en cadrant certains enjeux ou problèmes au sein de la dimension qui lui est propice ou « pour laquelle il est perçu comme étant compétent par l'électorat »<sup>2</sup>.

Selon ces chercheuses<sup>3</sup>, les deux dimensions principales pour ce genre de partis sont les dimensions économique et territoriale. La **dimension économique** fait généralement

---

<sup>1</sup> ELIAS, A., SZÖCSIK, E. et ZUBER, C. I., « Position, Selective Emphasis and Framing: How Parties Deal with a Second Dimension in Competition », *Party Politics*, vol. 21, n°6, 2015, pp. 839-850.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 842 [notre traduction].

<sup>3</sup> *Ibid.*, pp. 842-843.



référence à l'axe gauche-droite, à la redistribution de la richesse, au rôle de l'État dans l'économie – dimension clé sur laquelle les partis politiques rivalisent dans la plupart des États aujourd'hui. La **dimension territoriale**, par contre, paraît moins évidente à saisir, car elle renvoie à plusieurs choses : au clivage centre-périphérie, aux marqueurs de différence de la périphérie (culture, langue, identité, ethnicité), à sa résistance contre certaines actions du centre, mais surtout à la volonté d'obtenir une certaine autonomie ou *empowerment* pour ce territoire périphérique perçu comme distinct de l'État central. Autrement dit, « [t]he territorial dimension can therefore be understood as a conflict over the structuring of political authority within the state, where political actors in territorially distinct communities contest the state's right to rule uniformly across its territory »<sup>4</sup>.

Ces deux dimensions peuvent être complétées par la théorie de Penrose<sup>5</sup>, qui voit dans la territorialité un pouvoir important, se déclinant en deux pans. D'un côté, le territoire est source de pouvoir matériel qui permet aux individus de (sur-)vivre sur un territoire grâce aux ressources s'y trouvant. Nous pouvons relier ceci à la dimension économique, dans le sens où posséder un territoire signifie que les individus l'occupant peuvent gérer ses ressources à leur guise. De l'autre côté, le territoire est aussi source de pouvoir émotionnel, poussant les individus qui y résident et y sont attachés à défendre leurs frontières, à entretenir leur histoire, leur mémoire collective, leur culture ; ce qui rappelle la dimension territoriale. Tant l'aspect matériel que l'aspect émotionnel peuvent être utilisés dans le discours nationaliste afin de revendiquer le contrôle d'un territoire. Et selon l'auteure, le succès du nationalisme tient à une « flexible mobilisation of the emotional and material powers of territory »<sup>6</sup>.

Revenons au modèle théorique initial. En combinant différemment les trois instruments présentés plus haut et en fonction de la dimension la plus essentielle pour le parti politique en question, Elias, Szöcsik et Zuber établissent quatre stratégies qu'il peut développer afin d'attirer plus d'électeurs, d'avoir un impact sur les politiques publiques, ou d'arriver au pouvoir. La première est la *uni-dimensional strategy* : le parti se focalise sur une unique dimension et ignore ou exclut la seconde. Et selon les auteures, c'est souvent la dimension territoriale (et émotionnelle) qui l'emporte sur l'économique (et matérielle) chez les partis régionalistes/indépendantistes. La *blurring strategy* qualifie la stratégie du parti qui se focalise principalement sur une dimension et adopte une position floue, indécise, voire ambiguë sur la

---

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 843.

<sup>5</sup> PENROSE, J., « Nations, States and Homelands: Territory and Territoriality in Nationalist Thought », *Nations and Nationalism*, vol. 8, n°3, 2002, pp. 277-282.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 294.

seconde dimension. La troisième stratégie est la *subsuming strategy* : elle s'appuie sur les deux dimensions, mais l'une est incorporée par le parti dans sa dimension principale, c'est-à-dire que des enjeux de la seconde dimension sont cadrés au sein de la première dimension. La quatrième est la *two-dimensional strategy*, qui signifie que le parti se concentre sur les deux dimensions simultanément et leur accorde une même importance<sup>7</sup>.

Enfin, les trois chercheuses attirent l'attention sur le fait que les partis politiques n'évoluent pas en vase clos et qu'ils doivent, par conséquent, choisir leurs stratégies en tenant compte du cadre institutionnel, des circonstances socio-économiques, de l'opinion publique et de leurs interactions avec d'autres formations politiques<sup>8</sup>. Rovny, s'inspirant notamment des travaux de Lippset et Rokkan, revient sur cette précision pour mettre en évidence diverses contraintes structurelles qui s'imposent aux partis et influencent donc leurs positionnements, leurs actions. Il identifie des contraintes systémiques dues au contexte historique, social et politique (et peut-être ancré dans certains clivages) ; des contraintes relatives aux partis eux-mêmes, à leur organisation interne et à leur présence ou non au sein d'un gouvernement ; enfin, des contraintes dues à la structure des enjeux et des dimensions de l'espace politique dans lequel ils évoluent<sup>9</sup>.

Le présent travail s'attache à appliquer ce même modèle théorique sur le cas du SNP, en retraçant son évolution et en portant une attention plus particulière sur sa réaction suite à l'annonce des résultats du Brexit en juin 2016. L'objectif est de voir si le SNP a changé de stratégies depuis lors, et le cas échéant, d'examiner comment il l'a fait. En d'autres termes, il s'agit de déceler dans quelle mesure le SNP utilise la dimension territoriale/émotionnelle et la dimension économique/matérielle pour revendiquer et légitimer un changement constitutionnel tel que l'indépendance de l'Écosse dans le contexte du Brexit.

## 1.2. Hypothèse de départ

L'une des auteures du modèle, Elias, l'a appliqué au SNP sur la période allant de la création du parti en 1934 jusqu'aux élections régionales écossaises de mai 2016<sup>10</sup>, c'est-à-dire un mois et demi avant la tenue du référendum relatif au maintien du Royaume-Uni au sein de

---

<sup>7</sup> ELIAS, A., SZÖCSIK, E. et ZUBER, C. I., *op. cit.*, pp. 843-845.

<sup>8</sup> *Ibid.*, pp. 846-847 [nous soulignons].

<sup>9</sup> ROVNY, J., « Riker and Rokkan: Remarks on the Strategy and Structure of Party Competition », *Party Politics*, vol. 21, n°6, 2015, p. 916 [nous soulignons].

<sup>10</sup> ELIAS, A., « Making the Economic Case for Independence: The Scottish National Party's Electoral Strategy in Post-Devolution Scotland », *Regional & Federal Studies*, vol. 29, n°1, 2019, pp. 1-23.

l'Union européenne. Elle affirme que de 2003 à 2016, le SNP « [was] making the economic case for Scottish independence »<sup>11</sup> selon une *subsuming strategy* dans laquelle la dimension économique prévaut sur la dimension territoriale. Pour elle, le SNP cadre en effet l'indépendance écossaise en termes économiques, car elle est présentée comme étant le meilleur moyen d'atteindre la prospérité, de créer de l'emploi, de construire une société plus juste. Le parti, durant cette période, a ainsi minimisé l'impact territorial et constitutionnel que représente la séparation de l'Écosse du Royaume-Uni, car c'est un aspect qui n'emporte pas tellement l'enthousiasme ni le soutien des électeurs<sup>12</sup>.

Le 23 juin 2016, le référendum sur le Brexit eut lieu. Le résultat pour le Royaume-Uni dans son ensemble fut de 51,9% pour le *Leave*, mais 62% des Écossais ayant participé au référendum se prononcèrent pour le *Remain*<sup>13</sup>. Selon la *First Minister of Scotland* et cheffe du SNP, Nicola Sturgeon, le fait que l'une des nations constitutives du Royaume-Uni se retrouve contrainte à quitter l'UE contre sa volonté atteste d'un « democratic deficit at the centre »<sup>14</sup>. Rapidement, celle-ci a alors demandé au Gouvernement britannique de Theresa May de tenir compte des résultats écossais en permettant un « territorially differentiated Brexit », mais cela a été refusé<sup>15</sup>. Depuis lors, le SNP accuse régulièrement Westminster d'ignorer l'Écosse et la voix des Écossais et tente de convaincre la population que l'indépendance est le seul moyen pour que cela ne puisse plus arriver<sup>16</sup>. En avril 2019, Sturgeon a annoncé au Parlement écossais sa volonté de demander un deuxième référendum d'indépendance (ci-après « *Indyref2* » dans le jargon britannique) au Gouvernement britannique (l'organisation constitutionnelle du Royaume-Uni étant une matière réservée<sup>17</sup>) avant les élections régionales écossaises de 2021<sup>18</sup>. Le 19 décembre 2019, forte d'une victoire électorale aux dernières élections britanniques (48 des 59 sièges écossais ont été attribués au SNP), Sturgeon a formellement sollicité un transfert de pouvoir au Parlement écossais afin d'organiser un *Indyref2*. Anticipant le refus qu'allait lui opposer le *Prime Minister*, Boris Johnson, Sturgeon a d'ores et déjà affirmé que cela ne

---

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>12</sup> *Ibid.*, pp. 10-15.

<sup>13</sup> THE ELECTORAL COMMISSION, « Results and turnout at the EU referendum », disponible à l'adresse suivante : <https://www.electoralcommission.org.uk/> (consultée le 3 juillet 2020).

<sup>14</sup> MCCORKINDALE, C., « Scotland and Brexit: The State of the Union and the Union State », *King's Law Journal*, vol. 27, n°3, 2016, p. 354.

<sup>15</sup> KEATING, M., « Brexit and Devolution in the United Kingdom », *Politics and Governance*, vol. 5, n°2, 2017, p. 2.

<sup>16</sup> SMITH, S., « Using Brexit to make the case for Scottish independence », *BBC News*, 27 mars 2019, disponible à l'adresse suivante : <https://www.bbc.com/news/> (consultée le 3 juillet 2020).

<sup>17</sup> Voir l'annexe **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

<sup>18</sup> GORDON, T., « Nicola Sturgeon planning Indyref2 before 2021 ballot », *The Herald*, 24 avril 2019, disponible à l'adresse suivante : <https://www.heraldscotland.com/> (consultée le 3 juillet 2020).

marquerait pas la fin de l'histoire, car il est question de démocratie et de « Scotland's right to choose »<sup>19</sup>. Le 14 janvier 2020, Johnson a refusé d'octroyer ce transfert de pouvoir dans une lettre formelle adressée à Sturgeon et, le lendemain, a conseillé au SNP de « change the record »<sup>20</sup>.

Au vu de ces récents événements et en suivant le cadre théorique exposé plus haut, une première hypothèse nous est alors apparue. Celle-ci suggère que depuis les résultats du référendum sur le Brexit, le SNP a potentiellement changé de stratégie, car il semble – du point de vue d'un observateur externe – que ses propos et arguments se basent (à nouveau<sup>21</sup>) fortement sur la dimension territoriale et émotionnelle. En effet, les affirmations du SNP selon lesquelles, d'une part, la voix de l'Écosse est ignorée et la sortie de l'UE lui est imposée contre sa volonté et, d'autre part, un Brexit différencié ne lui est pas accordé alors qu'il est mis en place pour l'Irlande du Nord, semblent faire revenir la dimension territoriale à l'avant-plan dans la revendication indépendantiste. Ces éléments nous ont donc poussés à vouloir examiner si la proposition d'Elias selon laquelle le SNP « is making the economic case for Scottish independence » est toujours d'application après le référendum sur le Brexit et tester l'hypothèse d'un potentiel « retour » de la dimension territoriale dans les stratégies du parti pour acquérir l'indépendance. Afin de mener à bien notre recherche et vérifier si cette hypothèse est validée ou infirmée dans les faits<sup>22</sup>, un terrain qualitatif reposant sur des entretiens semi-directifs avec des représentants du SNP et sur cinq manifestes du SNP a été réalisé.

### **1.3. Apport de l'approche de Rokkan**

Assez tôt, nous avons constaté les limites du modèle d'Elias, Szöcsik et Zuber pour la période *post*-Brexit, car l'hypothèse formulée au départ n'a pas été unanimement validée sur le terrain et, en outre, plusieurs nouvelles hypothèses et propositions de réponse ont émergé au fil des entretiens avec des membres du SNP. En effet, certains d'entre eux considèrent que la dimension territoriale doit être mise en avant dans la stratégie du parti depuis que le Brexit est présent dans le débat britannique, alors que d'autres pensent que c'est la dimension économique

---

<sup>19</sup> SMITH, S., « Scottish independence: Sturgeon requests powers for referendum », *BBC News*, 19 décembre 2019, disponible à l'adresse suivante : <https://www.bbc.com/news/> (consultée le 3 juillet 2020).

<sup>20</sup> SETTLE, M., « PMQs clash: Boris Johnson tells Nicola Sturgeon to 'change the record' on constantly demanding indyref2 », *The Herald*, 15 janvier 2020, disponible à l'adresse suivante : <https://www.heraldscotland.com/> (consultée le 3 juillet 2020).

<sup>21</sup> Voir les sections 3.1. et 3.2.

<sup>22</sup> QUIVY, R. et VAN CAMPENHOUDT, L., *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 2011, pp. 127-129.

qui doit toujours prévaloir. D'autres encore estiment que les deux dimensions sont maintenant utilisées simultanément et sur un même pied par le SNP, pendant que certains jugent que le parti ne fait que s'adapter aux circonstances du Brexit qui leur est imposé et qu'il ne faut dès lors pas chercher une explication dans l'une ou l'autre dimension, mais plutôt envisager tous les facteurs conjointement.

Face à ces diverses hypothèses, nous avons été amenés à considérer la démarche de Rokkan, car elle nous semble permettre de dépasser les limites du modèle initial. Rokkan – dans son propre modèle qui vise à identifier les variables clés ayant mené à l'organisation territoriale, économique et politique actuelle de l'Europe de l'Ouest – accorde, en effet, une attention égale aux différentes « dimensions économique-technologiques, politico-territoriales et culturelles-ethniques-religieuses »<sup>23</sup> en analysant leur combinaison, plutôt qu'en cherchant à identifier et à déterminer une hiérarchie de facteurs<sup>24</sup>. Keating insiste sur le fait qu'aucune des dimensions de Rokkan ne doit être vue seule comme déterminante dans les relations centre-périphérie, parce que c'est l'interaction des trois dimensions qui forge ces relations<sup>25</sup>. L'approche rokkanienne est ainsi « configurational rather than hierarchical »<sup>26</sup>. C'est dans cette même optique que le modèle initialement choisi a été repensé au fil de notre récolte de données empiriques et lors de leur analyse. Ainsi, loin de pouvoir fournir une réponse unanime et catégorique, le cadre théorique mobilisé ici semble tout de même intéressant d'un point de vue heuristique et permet en tout cas d'observer d'éventuels changements et évolutions dans l'articulation des dimensions territoriale et économique qui façonne les stratégies du SNP en vue d'obtenir l'indépendance de l'Écosse.

## **2. Méthodologie**

### **2.1. Choix du terrain et collecte des données**

Dans un premier temps, une large revue de littérature théorique et scientifique sur le nationalisme écossais et sur le cas plus particulier du SNP a permis de problématiser et d'interroger le phénomène étudié<sup>27</sup>. Elle a également contribué à identifier des stratégies dudit

---

<sup>23</sup> ROKKAN, S., « Un modèle géo-économique et géopolitique de quelques sources de variations en Europe de l'Ouest », *Communications*, vol. 45, n°1, 1987, p. 78.

<sup>24</sup> *Ibid.*, pp. 78-79.

<sup>25</sup> KEATING, M., *State and Regional Nationalism: Territorial Politics and the European State*, New York, Harvester Wheatsheaf, 1988, p. 7.

<sup>26</sup> DELANTY, G. et O'MAHONY, P., *Nationalism and Social Theory: Modernity and the Recalcitrance of the Nation*, London, SAGE Publications Ltd, 2002, p. 58.

<sup>27</sup> QUIVY, R. et VAN CAMPENHOUDT, L., *op. cit.*, pp. 90-92.

parti depuis sa création en 1934 jusqu'aux élections écossaises de 2016 en suivant le modèle théorique décrit plus haut. La revue de littérature a aussi été très utile pour mener à bien la recherche empirique dont le but est de découvrir comment les stratégies et arguments du SNP ont évolué dans le temps et, surtout, depuis le référendum sur le Brexit. En effet, la lecture d'ouvrages et articles scientifiques a contribué à l'élaboration d'un guide d'entretien qui envisage des aspects tant économiques, politiques, territoriaux et constitutionnels, que culturels, identitaires et historiques de la problématique étudiée.

Depuis le mois de juin 2016, une importante littérature scientifique portant sur la volonté d'indépendance du SNP et sa position concernant le retrait du Royaume-Uni de l'UE s'est développée. Entre 2015 et 2019, le SNP a par ailleurs publié cinq manifestes en vue des élections générales britanniques (2015, 2017, 2019), des élections régionales écossaises (2016) et des élections européennes (2019). Ces différents manifestes ont été analysés, car ils fournissent la position officielle et collective du SNP et ils permettent d'accéder à un premier résultat intéressant. En effet, les manifestes reflètent les portraits successifs que dresse le SNP de la situation dans laquelle l'Écosse se retrouve et véhiculent une certaine image de la réalité<sup>28</sup> à un électorat qu'il s'agit de convaincre.

Néanmoins, dans le contexte flou et incertain du Brexit, il paraissait tout aussi important d'avoir accès aux représentations que les membres du SNP se font eux-mêmes de la situation parce qu'elles façonnent leurs actions et réactions, et donc les stratégies construites collectivement au sein du parti<sup>29</sup>. Afin de récolter ces données, treize entretiens semi-directifs avec des élus du SNP (ici anonymisés) ont été menés entre le 31 janvier 2020 et le 26 février 2020 à Édimbourg, leurs fonctions sont reprises à l'annexe 7.3.1. Les entretiens offrent également l'avantage au chercheur de pouvoir découvrir des aspects de la problématique étudiée auxquels il n'avait pas pensé, lui donnant dès lors la possibilité d'envisager de nouvelles pistes et de reformuler sa question de recherche<sup>30</sup>.

Le soir du 31 janvier 2020, jour officiel du Brexit, un rassemblement « Missing EU Already – Brexit Day Protest Rally » a été organisé par le *European Movement in Scotland* (mouvement civil), devant le Parlement écossais. Ayant fait en sorte d'être sur place le jour J, nous avons pu y assister et récolter d'autres données qui enrichissent et donnent plus de « chair » aux deux autres matériaux empiriques. De fait, lors de cette soirée, une ambiance à la

---

<sup>28</sup> *Ibid.*, pp. 179-180.

<sup>29</sup> THOMSEN, R. C., *Nationalism in Stateless Nations: Images of Self and Other in Scotland and Newfoundland*, Edinburgh, John Donald, 2010, pp. 14-15.

<sup>30</sup> QUIVY, R. et VAN CAMPENHOUDT, L., *op. cit.* pp. 58-59.

fois nostalgique et pleine d'espoir régnait, marquée par l'exhibition de symboles écossais et européens tels drapeaux, cornemuses, kilts, et rythmée par des chants folkloriques et patriotiques et des hymnes officiels et officieux. Sept membres du SNP étaient sur place et ont prononcé des discours, que nous avons filmés et retranscrits afin de les utiliser comme troisième type de données empiriques. Les sept représentants, ainsi que leurs fonctions sont repris à l'annexe 7.4.1.

Ces sept discours sont particulièrement intéressants vu le contexte. Le fait qu'ils aient été prononcés le soir même de la sortie officielle du Royaume-Uni de l'UE et devant le Parlement écossais – que le SNP aimerait voir devenir pleinement compétent pour toutes les matières écossaises et où le drapeau européen était encore fièrement dressé à côté du drapeau écossais alors qu'il devait être retiré à 23h – est un premier élément symbolique fort. Par ailleurs, la foule présente sur place se composait principalement de supporters du SNP, de l'indépendance écossaise, de l'UE, mais également de nombreux citoyens européens en visite ou résidents dans le pays. Le public était assez enthousiaste aux propos pro-européens et indépendantistes des représentants du SNP, ce qui explique notamment les arguments très militants de ces derniers. Ils avaient, de fait, en face d'eux des électeurs pour la plupart déjà convaincus par leur cause et n'avaient dès lors pas nécessairement besoin de modérer leurs exhortations. Ces données récoltées « à vif » ont un caractère plus populaire et fournissent un exemple de stratégies utilisées par le SNP face à un public et les réactions de celui-ci.

## **2.2. Application du modèle théorique aux données empiriques**

En ce qui concerne les cinq manifestes du SNP de 2015 à 2019, ils ont été analysés à l'aune du modèle théorique exposé ci-dessus et selon une analyse de contenu. Ce sont plus particulièrement les questions socio-économiques, constitutionnelles et démocratiques, la question de l'Union européenne, la question de l'indépendance écossaise et les aspects identitaires qui ont été examinés. Cette analyse permet de voir, au fil des dernières campagnes électorales, comment ces différents aspects sont présentés par le SNP et comment il se positionne par rapport à ceux-ci (*positioning*) quels éléments il met en avant (*selective emphasis*) et comment ceux-ci sont cadrés (*framing*) dans les dimensions territoriale et économique qui animent la volonté d'indépendance du parti.

Comme l'ont souligné les auteurs du modèle, le positionnement d'un parti et son emphase sélective sur certains enjeux sont relativement faciles à discerner dans les manifestes

politiques, mais le cadrage des enjeux au sein de l'une ou l'autre dimension est plus difficile à déceler et demande un travail qualitatif plus important<sup>31</sup>. C'est pourquoi il nous a semblé essentiel de mener des entretiens semi-directifs avec des membres du SNP. Le but de la collecte et de la retranscription des données obtenues grâce à ceux-ci et aux discours du 31 janvier était d'en faire une analyse de contenu. Celle-ci convient, selon Quivy et Van Campenhoudt, particulièrement bien pour « l'analyse des idéologies, des systèmes de valeurs, des représentations et des aspirations ainsi que de leur transformation », ainsi que pour « l'analyse de stratégies, des enjeux d'un conflit, des composantes d'une situation problématique, des interprétations d'un événement, des réactions latentes à une décision, de l'impact d'une mesure »<sup>32</sup>.

Nous avons recouru à un programme de « taggage » (*Corpus* de l'ULiège) pour réaliser l'analyse de chaque entretien séparément et l'analyse transversale de tout le corpus d'entretiens. La même technique a été utilisée pour les discours. Le taggage permet de découper les entretiens par thématiques et d'identifier pour chaque thème et dans chaque retranscription les éléments factuels et les éléments de signification et de représentation. Les « tags » ont ici été élaborés selon une démarche itérative entre le corpus d'entretiens et les hypothèses de la recherche<sup>33</sup>, c'est-à-dire que les thèmes ont été repérés lors de la relecture des retranscriptions et les tags ont été créés en regard de la problématique étudiée et du modèle théorique utilisé.

Ainsi, ces méthodes qualitatives permettent d'examiner et de comprendre comment les membres du SNP – individuellement – et le SNP – de manière collective et officielle – se représentent et véhiculent les idées, notamment, de l'indépendance, la nation écossaise, la place de l'Écosse dans le Royaume-Uni, la place de l'Écosse dans l'UE et dans le monde, sous le prisme des deux dimensions présentées précédemment : la **dimension économique/matérielle** et la **dimension territoriale/émotionnelle**. Le but est d'évaluer comment les stratégies et arguments du SNP en vue de l'accession à l'indépendance ont évolué dans le temps et depuis l'annonce des résultats du référendum sur le Brexit.

### **2.3. Limites et biais**

Les entretiens ont été menés à Édimbourg à partir du 31 janvier, jour officiel du Brexit, et durant les 3 semaines de février qui ont suivi. Le Brexit était donc un des événements les plus

---

<sup>31</sup> ELIAS, A., SZÖCSIK, E. et ZUBER, C. I., *op. cit.*, p. 846.

<sup>32</sup> QUIVY, R. et VAN CAMPENHOUDT, L., *op. cit.*, p. 209.

<sup>33</sup> BLANCHET, A. et GOTMAN, A., *L'entretien*, Paris, Armand Colin, 2007, pp. 92-93, pp. 96-97.



marquants de cette période, ce qui pourrait impliquer un biais émotionnel, du fait que les parlementaires interrogés étaient particulièrement focalisés sur cette problématique. De nombreux parlementaires contactés n'étaient d'ailleurs pas disponibles pour un entretien en raison d'une surcharge de travail. En outre, les personnes interrogées sont majoritairement des *Members of the Scottish Parliament* (MSPs) et deux seulement sont des *Members of the UK Parliament* (MPs). Les trois élus du SNP ayant siégé au Parlement européen (MEPs) à la suite des élections européennes en mai 2019 n'étaient malheureusement pas disponibles pour une interview, ni à Bruxelles lorsqu'ils y travaillaient encore, ni en Écosse en février 2020. Or, cela aurait été particulièrement intéressant de pouvoir comparer les perspectives de plusieurs élus du SNP aux différents niveaux de pouvoir : écossais, britannique, européen. Toutefois, l'un d'eux, Alyn Smith, était présent lors du rassemblement contre le Brexit le 31 janvier à Édimbourg, ainsi que Heather Anderson qui l'a remplacé en décembre 2019. Leurs discours ont donc été filmés, retranscrits et analysés.

Enfin, l'analyse de contenu et l'interprétation des matériaux empiriques ne sauraient être totalement objectives car elles impliquent nécessairement une sélection du chercheur (par exemple pour la formulation des tags et le choix des passages à tagger), qui est en partie influencé par sa propre représentation des phénomènes étudiés et par ses objectifs de recherche<sup>34</sup>. Néanmoins, l'application d'un cadre théorique solide et l'élaboration d'une interprétation grâce à une méthode d'analyse technique et précise (ici le taggage) permettent, dans une certaine mesure, de contrôler ces potentiels biais parce qu'elles imposent au chercheur des points de repères qui ne sont pas directement issus de sa propre représentation<sup>35</sup>.

### **3. Les stratégies du SNP avant la création du Parlement écossais et avant d'être un parti au Gouvernement**

Il convient tout d'abord de distinguer le nationalisme culturel du nationalisme politique. Le premier correspond à « the apolitical celebration of the cultural history and heritage of the imagined nation »<sup>36</sup>, tandis que le second revendique un changement constitutionnel, un « empowerment » pour la nation<sup>37</sup>.

---

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 90.

<sup>35</sup> QUIVY, R. et VAN CAMPENHOUDT, L., *op. cit.*, p. 206.

<sup>36</sup> THOMSEN, R. C., *Nationalism in Stateless Nations, op. cit.*, p. 6.

<sup>37</sup> Voir l'annexe 7.2.1.

En Écosse, le nationalisme politique est un phénomène du 20<sup>e</sup> siècle qui a vraiment commencé à prendre de l'ampleur à partir des années 1960. En effet, c'est surtout le nationalisme culturel qui était prédominant pendant les 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles. Celui-ci célébrait la culture et l'histoire écossaises, mais sans jamais réellement remettre en cause l'union politique et socio-économique du Royaume-Uni<sup>38</sup>. Plusieurs faits peuvent expliquer l'arrivée relativement tardive du nationalisme politique écossais exprimé dans la revendication indépendantiste. Parmi ceux-ci, il y a le fait que l'*Act of Union* de 1707 a attribué à l'Écosse une certaine autonomie pour son système éducatif, religieux et juridique. En outre, son Union avec l'Angleterre l'avait fait devenir un partenaire de l'Empire britannique, lui permettant par là un accès à des marchés étrangers pour exporter ses produits et lui offrant l'opportunité de construire (opportunités professionnelles et promotion sociale) et d'asseoir l'Empire dans le monde<sup>39</sup>.

Le *Scottish National Party* est né en 1934 de la fusion du *National Party of Scotland*, un groupe d'indépendantistes dont certains rêvaient d'une « Écosse celtique et gaélicisante », et du *Scottish Party*, un groupe d'activistes conservateurs désirant davantage d'autonomie pour l'Écosse au sein du Royaume-Uni<sup>40</sup>. Il s'agit de la première force politique qui fut à même de porter la revendication indépendantiste écossaise dans le paysage britannique<sup>41</sup>. Nous allons maintenant nous attacher à retracer l'évolution de ce parti, au départ assez faible et qui est, depuis 2007, le premier parti d'Écosse.

### **3.1. La stratégie uni-dimensionnelle de 1934 aux années 1960**

À ses débuts, le SNP était marqué par des dissensions internes importantes qui l'empêchèrent d'avoir un réel poids électoral sur la scène politique britannique. Ses membres se divisaient entre socialistes, conservateurs, libéraux et extrémistes de droite<sup>42</sup>. Une autre ligne de division interne distinguait d'une part les gradualistes, c'est-à-dire les partisans d'une autonomie écossaise accrue, et les fondamentalistes d'autre part, à savoir les partisans de

---

<sup>38</sup> THOMSEN, R. C., *op. cit.*, pp. 59-62.

<sup>39</sup> DUCHEIN, M., *Histoire de l'Écosse - Des origines à nos jours*, Paris, Tallandier, 2013, pp. 419-424.

<sup>40</sup> DIXON, K., « Le pari risqué des nationalistes écossais : l'indépendance ou rien ? », *Politique étrangère*, Hiver, n°4, 2013, pp. 52-53.

<sup>41</sup> DIXON, K., « La longue marche du nationalisme écossais », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 21, n°1, 2012, p. 33.

<sup>42</sup> JEANNIER, F., « Les incertitudes écossaises, entre autonomie et indépendance », in DUBET, F. (dir.), *Politiques des frontières*, Paris, La Découverte, 2018, p. 54.

l'indépendance immédiate<sup>43</sup>. Certains membres éminents (dont le chef du parti de 1936 à 1940) affichaient des positions xénophobes à l'égard des immigrants Irlandais et parfois même proches du mouvement hitlérien. Ces tensions internes et les positions ambiguës des adhérents du SNP expliquent largement sa faible popularité auprès de l'électorat écossais et sa percée difficile dans le champ politique britannique<sup>44</sup>.

Par ailleurs, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le contexte n'était pas particulièrement favorable pour les nationalistes. En effet, l'État britannique entreprit le développement des régions périphériques par des politiques encourageant l'implantation industrielle, mit en place un État social (santé, sécurité sociale, éducation gratuite), ce qui améliora les conditions de vie des Écossais et réduisit le taux de chômage. Ces circonstances n'incitaient donc pas l'électorat à soutenir la séparation de l'Écosse et du Royaume-Uni<sup>45</sup>.

Selon Elias, la stratégie du SNP de 1934 jusqu'aux années 1960 correspondait à la stratégie *uni-dimensional*, car le parti se concentrait uniquement sur la dimension territoriale que représente la constitution d'une Écosse souveraine. Il évitait de se prononcer sur les questions économiques, tentant de la sorte de se présenter comme un parti pouvant dépasser les clivages de classes<sup>46</sup>. En effet, le SNP voulait se montrer comme un parti représentant l'Écosse dans son ensemble et voulait se distancier des partis traditionnels britanniques qui incarnaient la gauche et la droite. Cette position se marquait d'ailleurs dans son slogan « independence nothing less », laissant comprendre que le parti n'entendait pas se laisser distraire par des politiques autres que celle de l'indépendance. Cette absence de position sur la dimension économique s'explique aussi grandement par le fait que le SNP était composé de tendances politiques différentes, le compromis était donc difficile à atteindre entre celles-ci. Il faut d'ailleurs noter qu'entre 1934 et le début des années 1960, le SNP ne se porta candidat aux élections britanniques générales que quelques fois et jamais pour les élections locales<sup>47</sup>.

---

<sup>43</sup> DARDANELLI, P. et MITCHELL, J., « An Independent Scotland? The Scottish National Party's Bid for Independence and Its Prospects », *The International Spectator*, vol. 49, n°3, 2014, p. 89.

<sup>44</sup> DIXON, K., « La longue marche du nationalisme écossais », *op. cit.*, pp. 34-35.

<sup>45</sup> *Ibid*, p. 35 ; DIXON, K., « Le pari risqué des nationalistes écossais », *op. cit.*, p. 54.

<sup>46</sup> ELIAS, A., « Making the Economic Case for Independence », *op. cit.*, p. 8.

<sup>47</sup> LYNCH, P., « From Social Democracy Back to No Ideology? The Scottish National Party and Ideological Change in a Multi-Level Electoral Setting », *Regional & Federal Studies*, vol. 19, n°4-5, 2009, pp. 622-625.

### **3.2. La stratégie *subsuming* des années 1960 aux années 1990**

À la fin des années 1960, le SNP commença à s’ancrer dans la position centre-gauche et se qualifia de parti social-démocrate dans les années 1970<sup>48</sup>. Le parti ne comptait plus de xénophobes et d’excentriques parmi ses rangs et développa des arguments plus solides pour l’avenir de l’Écosse<sup>49</sup>. Au même moment, le parti *Conservative* perdait des voix écossaises et les électeurs commençaient à voir le SNP comme potentielle alternative au *Labour*. Le SNP devint alors un acteur significatif sur la scène politique écossaise et britannique<sup>50</sup>.

#### **3.2.1. Les décennies 1960 et 1970 : le changement constitutionnel pour choisir ses propres orientations socio-économiques**

En 1967, le SNP remporta un siège au Parlement britannique lors d’une élection partielle et remporta 34% des votes aux élections locales l’année suivante<sup>51</sup>. Cette victoire est due, selon Dixon, à une meilleure organisation politique du parti dans les années 1960 et à son nombre croissant de membres. Ce moment marqua une étape importante pour les nationalistes et dans l’histoire institutionnelle et constitutionnelle britannique<sup>52</sup>.

Dans les années 1970, le SNP présentait, dans ses manifestes, des « positive images of a nation that is independent and negative images where the nation is a ‘province’ or an ‘unimportant and underprivileged region’ of the UK »<sup>53</sup>, ce qui reflète bien la dimension territoriale (construite sur le clivage centre-périphérie) dans les stratégies du SNP. La question de l’indépendance était la priorité du SNP. Au-delà de ce changement constitutionnel fondamental, le parti revendiquait également des droits et protections pour l’héritage culturel de l’Écosse, notamment pour le statut de la langue gaélique en tant que langue égale à l’anglais et pour une éducation non-anglicisée des jeunes Écossais. Le SNP ne se prononça pas sur la question de qui doit être considéré comme étant Écossais, mais laissa entendre simplement que peu importe ce que « Scottishness » voulait désigner, ça n’impliquait en tout cas pas les Anglais. Il mettait également en exergue les défaillances de l’État britannique et l’accusait d’exploiter l’Écosse<sup>54</sup>.

---

<sup>48</sup> JEANNIER, F., « Les incertitudes écossaises, entre autonomie et indépendance », *op. cit.*, p. 54.

<sup>49</sup> DIXON, K., « Le pari risqué des nationalistes écossais » *op. cit.*, p. 54.

<sup>50</sup> LYNCH, P., « From Social Democracy Back to No Ideology? », *op. cit.*, p. 620, p. 623.

<sup>51</sup> JEANNIER, F., *op. cit.*, p. 54.

<sup>52</sup> DIXON, K., « Le Retour Du Chardon : Nationalisme et Dévolution En Écosse (1967-1999) », *Etudes Anglaises*, vol. 59, n°4, 2006, pp. 441-442.

<sup>53</sup> LEITH, M. S., « Scottish National Party Representations of Scottishness and Scotland », *Politics*, vol. 28, n°2, 2008, p. 85.

<sup>54</sup> *Ibid.*, pp. 85-86.

La place de l'Écosse au sein du Royaume-Uni fut en effet remise en question par le SNP pour plusieurs raisons. Dixon identifie une triple crise : impériale, identitaire, économique. Tout d'abord, le déclin de l'Empire britannique eut des répercussions importantes sur l'image et les sentiments d'appartenance à la nation britannique impériale. Il affecta également l'économie écossaise qui profitait jusque-là des marchés étrangers pour exporter ses produits et importer des biens à bas prix. En outre, la crise économique et sociale due à l'essoufflement des politiques keynésiennes contribua à la détérioration des conditions de vie et à l'augmentation du taux de chômage (plus élevé en Écosse qu'ailleurs dans le Royaume-Uni)<sup>55</sup>.

Dans ce contexte de crise, la découverte de pétrole dans la Mer du Nord écossaise redonna espoir aux Écossais et le SNP s'empara rapidement de cet élément avec son fameux slogan « It's Scotland's oil » en 1972. Pendant toute la décennie, le SNP utilisa l'argument du pétrole pour affirmer que cette ressource appartenait à l'Écosse et que c'est donc celle-ci qui devrait être en charge de sa gestion ; ceci est sensiblement lié au pouvoir matériel de la territorialité théorisé par Penrose. Le parti remporta un nombre significatif de votes. Selon Thomsen, les électeurs qui ne voyaient pas les enjeux constitutionnels écossais comme une priorité avaient dorénavant une incitation économique à le faire<sup>56</sup>. Pour Dixon, « le pétrole était en quelque sorte l'argument qui avait manqué au nationalisme écossais »<sup>57</sup>. Cette ressource était en effet vue comme la garantie d'une Écosse économiquement viable et non plus dépendante du Royaume-Uni<sup>58</sup>. Elle venait ainsi compléter l'argumentaire du SNP jusque-là fort imprégné de la dimension territoriale et relativement faible sur la dimension économique.

Durant ces deux décennies, le SNP étoffa son offre politique en proposant plusieurs mesures socio-économiques de gauche, comme l'instauration d'un salaire minimum, la création de logements sociaux, l'amélioration de la santé publique et des pensions. Ce positionnement s'accompagna également d'une tendance gradualiste dans sa marche vers l'indépendance. Rappelons que le SNP fut longtemps divisé entre les partisans d'une accession à l'indépendance après une grande victoire électorale – les fondamentalistes – et les partisans d'une accession graduelle au travers d'un système de dévolution – les gradualistes. Finalement, lors d'une

---

<sup>55</sup> DIXON, K., « Le Retour Du Chardon », *op. cit.*, pp. 443-447.

<sup>56</sup> THOMSEN, R. C., *op. cit.*, pp. 65-67.

<sup>57</sup> DIXON, K., « Le Retour du Chardon », *op. cit.*, p. 445.

<sup>58</sup> THOMSEN, R. C., *op. cit.*, p. 66.

réunion de parti en 1976, le SNP opta pour la deuxième option avec le projet de créer à terme un Parlement écossais<sup>59</sup>.

Ainsi, dans les années 1960-70, le SNP dressait toujours un portrait de l'indépendance écossaise en termes majoritairement territoriaux, mais développait petit à petit des arguments économiques dans le but de légitimer sa revendication indépendantiste. Son positionnement centre-gauche et la dénonciation des politiques britanniques dommageables à l'économie écossaise montrent effectivement que le SNP commença à fonder ses arguments sur les deux dimensions. Néanmoins, l'idée principale restait toujours la libération de l'Écosse de son statut de province/région du Royaume-Uni. En février 1974, le SNP remporta d'abord sept sièges à Westminster, puis onze en octobre. Selon Thomsen, les deux thèmes principaux qui ressortaient des manifestes du SNP dans les années 1970 étaient le manque de poids politique écossais dans le système britannique, engendrant une carence démocratique, et des préoccupations socio-économiques<sup>60</sup>. Il cite d'ailleurs un passage du manifeste de 1977 : « [w]ithout political power Scotland cannot control her own economy. [...] When the Scottish people have this vital power, it will be up to them to choose their own social and economic priorities »<sup>61</sup>. Ici, l'argument du SNP était clairement que sans indépendance, l'Écosse ne pourrait pas décider de l'orientation qu'elle veut donner à son économie et à sa société. La dimension économique fut donc enchâssée, cadrée dans la dimension territoriale, ce qui correspond à la *subsuming strategy*<sup>62</sup>.

### 3.2.2. Les décennies 1980 et 1990 : l'indépendance dans l'Europe

La décennie suivante, le SNP défendait toujours l'héritage culturel et la « way of life and thought and expression which are unique to Scotland »<sup>63</sup>. Il insistait sur l'Écosse en tant que nation, mobilisant des arguments qui la montraient comme une nation historique et distincte de l'Angleterre (dimension territoriale). Les critiques à l'égard du Royaume-Uni restèrent une constante dans les propos du SNP, et à la fin des années 1980, il commença à blâmer les conservateurs anglais plus précisément, les accusant même d'être anti-Écossais<sup>64</sup> ; un trait qui deviendra persistant dans les manifestes du SNP.

---

<sup>59</sup> BARBANTI, C., « Le Scottish National Party de 2007 à 2011 : un parti toujours indépendantiste ? », *Critique internationale*, vol. 4, n°53, 2011, pp. 106-108.

<sup>60</sup> THOMSEN, R. C., *op. cit.*, p. 68.

<sup>61</sup> SNP, *SNP and You: Aims and Policy of The Scottish National Party* ; cité dans THOMSEN, R. C., *op. cit.*, p. 69.

<sup>62</sup> ELIAS, A., *op. cit.*, p. 8.

<sup>63</sup> SNP, *SNP Manifesto 1983: Choose Scotland – The Challenge of Independence* ; cité dans LEITH, M., S., « SNP Representations of Scottishness and Scotland », *op. cit.*, p. 87.

<sup>64</sup> LEITH, M., S., *op. cit.*, pp. 87-88.

L'arrivée au pouvoir de Margareth Thatcher et de ses politiques néolibérales en 1979 entraîna une intensification des ressentiments écossais. De nombreux Écossais (49% selon un sondage de 1989) se sentaient négligés et ignorés par les conservateurs du Gouvernement Thatcher et considéraient que ni celui-ci, ni Westminster n'étaient au service des intérêts écossais. Le sentiment d'être « périphérisés » et moins bien traités que le reste du Royaume-Uni se répandait parmi la population, qui se tourna alors plus volontiers vers le nationalisme politique<sup>65</sup>. Les conditions socio-économiques en Écosse étaient en effet assez rudes, beaucoup d'industries et d'entreprises firent faillite, les prix mondiaux étaient en hausse, le chômage était élevé et le taux de croissance bas par rapport au reste du Royaume<sup>66</sup>. La majorité des Écossais voyait le Gouvernement comme « étranger et hostile à l'Écosse » et associait ses politiques à des valeurs anglaises<sup>67</sup>.

L'argument proposant une Écosse indépendante avec une économie et une société plus prospère et juste fut renforcé par le SNP pendant l'ère Thatcher. Le parti se présentait dorénavant explicitement comme un parti démocratique de centre-gauche qui cherche à obtenir l'indépendance de l'Écosse<sup>68</sup>. Néanmoins, alors que la population écossaise s'exprimait de plus en plus en faveur d'une autonomie pour l'Écosse pendant les années Thatcher et qu'un groupement *Scottish Constitutional Convention* (regroupant Églises, syndicats, *Labour*, *Liberal Democrats*, *Greens*, féministes et autres) était créé en 1988 pour discuter de cette option constitutionnelle, le SNP refusa d'y adhérer. Il trouvait leur projet d'autonomie insuffisant. Le parti s'était pourtant prononcé en 1976 en faveur du courant gradualiste qui vise la création d'un Parlement écossais avec une dévolution de pouvoirs comme phase intermédiaire avant l'accession à l'indépendance. Ce refus du SNP s'explique par les divisions internes du parti qui refaisaient surface sous le Gouvernement Thatcher qui rejeta toute proposition de transfert de pouvoirs à l'Écosse. Les membres du SNP à tendance fondamentaliste, en réaction, prônèrent à nouveau l'indépendance sans concession.

Notons que ces travaux furent repris par le *Labour* afin d'instaurer un processus de dévolution. Celui-ci fut soumis à un référendum en 1997 et accepté massivement par les écossais ; ce qui entraîna la création du Parlement écossais en 1998<sup>69</sup>.

---

<sup>65</sup> THOMSEN, R. C., *op. cit.*, pp. 81-82.

<sup>66</sup> LEYDIER, G., « Les années Thatcher en Écosse : l'Union remise en question », *Revue française de science politique*, vol. 44, n°6, 1994, pp. 1036-1039.

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 1046.

<sup>68</sup> LYNCH, P., *op. cit.*, pp. 624-625.

<sup>69</sup> DIXON, K., « La longue marche du nationalisme écossais », *op. cit.*, pp. 38-39.

Sur le plan international, le SNP se prononça pour « l'indépendance dans l'Europe ». Il était tout d'abord très critique à l'égard de la Communauté économique européenne (ci-après CEE) dans les années 1970. Il alléguait qu'elle entraînait des dommages pour l'Écosse, que celle-ci n'y était pas représentée comme une nation et que les politiques centralisatrices de Bruxelles n'étaient pas meilleures que celles de Londres<sup>70</sup>. Comme témoigne rétrospectivement (et de façon critique) l'un des MSPs interrogés : « originally, the philosophy of the SNP was a belief in total independence; 'we don't need England, we don't need the EU, we don't need anybody! We just want to be left alone and become independent! And put a tartan curtain around the country!' »<sup>71</sup>. Néanmoins, vers la fin des années 1980 et durant les années 1990, cette « vieille » idée de l'indépendance apparaissait de plus en plus irréaliste, tandis que l'indépendance au sein de l'Europe devenait un argument fort dans le discours des nationalistes. La CEE était vue comme une alternative au Royaume-Uni, car elle octroyait des fonds structurels aux régions économiquement faibles et permettait l'exportation vers de nombreux marchés étrangers. Le SNP regardait également la République d'Irlande devenir économiquement performante et associait cette réussite à l'intégration européenne. Il était dès lors désireux de reproduire ce schéma pour l'Écosse. Thomsen montre que c'est précisément en 1987 que le SNP exprima son soutien à la CEE et affirma en 1989 qu'elle pouvait être un tremplin pour l'indépendance. La CEE remplacerait, en quelque sorte, l'ancienne Union britannique dysfonctionnelle par une nouvelle union moderne. Le SNP présentait donc les choses comme un choix entre deux arrangements constitutionnels : l'indépendance dans l'Europe ou l'Union avec l'Angleterre de Thatcher<sup>72</sup>.

Par ailleurs, il convient de relever que dans les années 1990, les manifestes du SNP étaient de moins en moins teintés par l'histoire de l'Écosse et faisaient de plus en plus référence au futur, à une Écosse moderne, progressiste et multiculturelle. Cela se marquait également dans l'affirmation selon laquelle l'identité écossaise est le produit des personnes habitant en Écosse et non pas des personnes nées en Écosse ou ayant des origines écossaises : « a Scotland that doesn't ask where you've come from, but where we are all going together »<sup>73</sup>. Ce qui fit dire à McCrone : « Scottish nationalism is a 'sense of place' rather than a 'sense of tribe' »<sup>74</sup>.

---

<sup>70</sup> THOMSEN, R. C., *op. cit.*, pp. 84-85.

<sup>71</sup> Interview n°6, p. 137.

<sup>72</sup> THOMSEN, R. C., *op. cit.*, pp. 84-86.

<sup>73</sup> SNP, *YES WE CAN Win the Best for Scotland – The SNP General Election Manifesto 1997* ; cité dans : LEITH, M., S., *op. cit.*, p. 88.

<sup>74</sup> MCCRONE, D., *The Sociology of Nationalism: Tomorrow's ancestors*, New York, Routledge, 1998, p. 22.



Le SNP avait clairement entamé son passage d'un parti relativement exclusif à un parti inclusif et civique, ce qui sera d'ailleurs souvent réaffirmé au 21<sup>ème</sup> siècle.

Les années 1980 et 1990 marquent donc un tournant très important dans les stratégies du SNP. Celui-ci se présenta comme un parti avant tout indépendantiste mais qui poursuit aussi des politiques socio-économiques pour améliorer le sort de l'Écosse. La dimension économique de l'indépendance prenait donc de l'importance dans les arguments du SNP, même si la dimension territoriale prévalait toujours. Par ailleurs, il changea de position quant à l'intégration européenne, ne voyant plus celle-ci comme une menace mais comme un projet à même de protéger une Écosse indépendante<sup>75</sup>. Ceci montre que le SNP est devenu un parti plus ouvert à l'international, plus pragmatique face au monde devenant de plus en plus globalisé et interdépendant. Le SNP s'est adapté à ces circonstances et les a finalement tournées en sa faveur<sup>76</sup>. Jackson souligne que les nationalistes écossais ont aujourd'hui fortement intégré l'idée de souveraineté partagée entre les échelons écossais, européen et international. Ils en font, depuis cette période, un argument de taille. Alex Salmond – ancien chef du SNP et *First Minister of Scotland* de 2007 à 2014 – s'était même défini comme étant un « post-nationalist », dans le sens où il refusait une souveraineté totale pour l'Écosse<sup>77</sup>. Cette idée d'indépendance au sein de l'Europe est devenue une politique majeure du SNP depuis cette époque.

### **3.3. Les stratégies du SNP depuis la création du Parlement écossais et avant d'être au Gouvernement**

Comme l'affirme Lynch, l'instauration du vote direct pour le Parlement européen en 1979 et la création du Parlement écossais en 1999 suite à un référendum sur la dévolution (74,3% de la population écossaise favorable et soutien du SNP) sont deux événements importants en ce qu'ils offrent au SNP la possibilité de concourir sur quatre niveaux différents<sup>78</sup>. Depuis la mise en place du Parlement écossais à Édimbourg, le parti a effectivement adapté son approche afin de profiter du nouveau contexte institutionnel<sup>79</sup>.

---

<sup>75</sup> KEATING, M., « The Scottish Independence Referendum and After », *Revista d'estudis Autonòmics i Federals*, n°21, 2015, p. 84.

<sup>76</sup> THOMSEN, R. C., *op. cit.*, pp. 85-86.

<sup>77</sup> JACKSON, B., « The Political Thought of Scottish Nationalism », *The Political Quarterly*, vol. 85, n°1, 2014, p. 54.

<sup>78</sup> LYNCH, P., *op. cit.*, p. 620, p. 623.

<sup>79</sup> ELIAS, A., *op. cit.*, pp. 8-9.

Notons que la dévolution consiste en un transfert de pouvoirs du Parlement de Westminster vers le Parlement écossais. Pour plus d'informations sur ce processus et son origine, nous renvoyons le lecteur à l'annexe 7.2.2.

### 3.3.1. De 1999 à 2003 : stratégie *blurring* renversée

Pour les premières élections écossaises en 1999, le SNP retourna complètement sa stratégie en minimisant sa dimension territoriale et constitutionnelle au profit de la dimension économique ; l'indépendance figurait parmi les derniers points dans ses promesses électorales. Le SNP se présenta comme le seul parti à même de promouvoir les intérêts écossais, au contraire du *Labour* qui est un parti britannique influencé par les Anglais. La dévolution amenait la possibilité d'être élu en Écosse et de gouverner celle-ci ; ce qui était vu par le SNP comme une fenêtre d'opportunité pour se montrer comme un parti capable de proposer et mettre en œuvre des politiques pour « make Scotland a better place to live in »<sup>80</sup>. Elias explique que le SNP tira profit de la nouvelle structuration territoriale de l'État pour faire avancer sa cause indépendantiste de façon graduelle et pragmatique. Comme le rapporte l'un des MSPs actuels : « I think the road to independence has been a gradual one, you know, it's been, hum, evolution rather than revolution! »<sup>81</sup>. Au lieu de revendiquer l'indépendance, le SNP choisit de se montrer comme un parti régional compétent dans la gestion des affaires dévolues<sup>82</sup>. A cet effet, et pour recueillir davantage de votes, la dimension économique devait primer et la question de l'indépendance devait être estompée. Nous qualifions cette stratégie de *blurring* « renversée » puisque la dimension territoriale passa au second plan alors qu'elle était désignée jusqu'alors comme la dimension principale. Un des MSPs interrogés l'a d'ailleurs exposé :

« Before devolution [...] We go back to that heart and head thing again! [...] There was more of a cultural view about independence [the heart]. I think post-devolution, there was a recognition in the party that we also had to make the economic view [the head]. So yes, from 1999, and then more of a focus from 2003, we started to push the economic case. It has always been there in the party before, for the oil for example, but we started to push up much more. And I think that probably took over the cultural side »<sup>83</sup>.

---

<sup>80</sup> SNP, *Scotland's Party: Manifesto for Scotland's Parliament 1999* ; cité dans ELIAS, A., *op. cit.*, p. 9.

<sup>81</sup> Interview n°12, p. 202.

<sup>82</sup> ELIAS, A., *op. cit.*, pp. 9-10.

<sup>83</sup> Interview n°4, p. 105.

### **3.3.2. De 2003 à 2007 : stratégie *subsuming* renversée**

En 2003, le SNP réaffirma sa volonté d'indépendance tout en spécifiant qu'un référendum était nécessaire pour l'obtenir. En 2007, il insista sur cette modalité en mettant en avant qu'il revient aux Écossais de décider de l'avenir de l'Écosse. L'organisation d'un référendum d'indépendance était explicitement prévue dans son manifeste de 2007<sup>84</sup>, ce qui laissait présager sa tenue effective en cas de victoire aux élections, selon la doctrine du mandat qui s'est développée dans la politique britannique. Celle-ci signifie que si un parti est élu avec une majorité, il dispose d'un mandat politique et moral qui lui permet de mettre en œuvre les objectifs présents dans son manifeste électoral<sup>85</sup>. La dimension territoriale de l'indépendance revint donc clairement dans les propos du SNP avec une idée précise de comment l'obtenir.

Néanmoins, l'objet principal sur lequel le parti se focalisait dans ces deux manifestes était la dimension économique. Le SNP désirait améliorer la croissance économique de l'Écosse, réduire la pauvreté de sa population et accroître la prospérité. Il accusait le Gouvernement britannique de n'avoir que les intérêts du sud de l'Angleterre à cœur et critiquait le *Labour* pour ses faibles réussites quand il était au Gouvernement écossais de 1999 à 2007 (coalition *Labour* et *LibDem*). Par ailleurs, l'indépendance était cadrée en termes économiques ; l'idée était bel et bien que pour avoir une société prospère et juste, il faut accéder à l'indépendance. Cette stratégie correspond à la stratégie *subsuming* renversée dans laquelle la dimension territoriale est enchâssée dans la dimension économique. Autrement dit, le SNP « [was] making the economic case for Scottish independence »<sup>86</sup>.

## **4. Les stratégies du SNP de 2007 à 2016**

### **4.1. Les premières expériences au Gouvernement écossais de 2007 à 2014**

En 2007, le SNP remporta sa première grande victoire électorale à l'échelon écossais et forma un Gouvernement minoritaire, avec Alex Salmond (alors chef du SNP) comme *First Minister of Scotland*. Barbanti explique cette victoire pas tant par une montée du nationalisme parmi la population écossaise, mais plutôt par le fait que le SNP était perçu comme le parti le plus indiqué pour gérer les matières dévolues dans les intérêts de l'Écosse et que les autres

---

<sup>84</sup> BARBANTI, C., « Le SNP de 2007 à 2011 », *op. cit.*, p. 103.

<sup>85</sup> DUCLOS, N., « The Strange Case of the Scottish Independence Referendum. Some Elements of Comparison between the Scottish and Catalan Cases », *Revue Française de Civilisation Britannique*, XX-2, 2015, p. 5.

<sup>86</sup> ELIAS, A., *op. cit.*, pp. 9-12.

partis traditionnels restaient encore très fixés sur le centre britannique plutôt que sur la région dévolue et ses spécificités<sup>87</sup>.

Étant au pouvoir, le SNP aurait pu tenter d'obtenir une majorité de voix au Parlement écossais afin de demander au Gouvernement britannique l'organisation d'un référendum d'indépendance, comme annoncé dans son manifeste. Cependant, Salmond déclara en 2010 que l'indépendance n'était pas la priorité par rapport à d'autres questions socio-économiques. Pour les unionistes, cette annonce signait l'échec de la revendication indépendantiste, tandis que les nationalistes craignaient l'abandon de leur cause. Selon Barbanti, cette tactique de Salmond était tout à fait pensée, elle lui permettait de montrer aux électeurs le bilan des politiques et des efforts effectués par le SNP en quatre ans au Gouvernement et de faire comprendre que le parti pourrait en faire plus s'il en avait les pouvoirs. Cette approche gradualiste fit remporter une majorité absolue au SNP en 2011, avec 53,5% des voix<sup>88</sup>.

Elias voit dans cette tactique le signe que le SNP resta fidèle à la stratégie *subsuming* renversée dans laquelle la dimension économique prime sur la dimension territoriale. Le SNP réaffirmait que la croissance économique, la création d'emplois et la fin de l'austérité imposée par Londres seraient possibles en obtenant l'indépendance. Pour Elias, ce cadrage assez explicite de l'indépendance en termes économiques était aussi une réponse aux partis traditionnels britanniques qui accusaient le SNP de 1999 à 2003 de cacher son objectif indépendantiste pour l'imposer ensuite « by the back door ». C'était également un moyen de proposer à l'électorat une image d'une Écosse indépendante qui répondait à leurs attentes et préoccupations quotidiennes<sup>89</sup>.

Nous pouvons donc voir que depuis la création du Parlement écossais, le SNP fait des choix en fonction des circonstances socio-économiques, de l'opinion publique et des interactions qu'il a avec les autres partis politiques, et non pas seulement en fonction de ses propres intérêts majeurs. Ceci confirme la théorie des trois auteurs du modèle théorique exposée plus haut.

#### **4.1.1. Le processus de dévolution<sup>90</sup>**

Nous l'avons déjà évoqué, les membres du SNP furent longtemps divisés entre un camp fondamentaliste refusant toute étape intermédiaire avant l'indépendance et un camp gradualiste.

---

<sup>87</sup> BARBANTI, C., *op. cit.*, pp. 109-111.

<sup>88</sup> *Ibid.*, pp. 103-116.

<sup>89</sup> ELIAS, A., *op. cit.*, pp. 12-14.

<sup>90</sup> Voir l'annexe 7.2.2.

« At the time when devolution came about, there was a mixed view within the party, which was it would be a stepping stone to independence or it would kill independence »<sup>91</sup>. Les fondamentalistes considéraient la dévolution comme une forme de compromis avec lequel la population serait satisfaite, ce qui aurait mis un terme à la quête d'indépendance<sup>92</sup>. Dans ce sens, Guibernau identifie plusieurs implications de la dévolution qui, selon elle, ont *de facto* un effet dissuasif sur la volonté séparatiste des mouvements nationalistes basque, catalan, québécois et écossais<sup>93</sup>. Mais, à l'inverse, les différents élus du SNP interrogés ici voient, rétrospectivement, la dévolution comme un instrument qui est bénéfique pour leur cause. Pour eux, la dévolution est « a stepping stone in the way to independence ». Nous allons passer en revue les différentes implications de la dévolution selon la théorie de Guibernau et présenter les résultats obtenus sur le terrain.

Tout d'abord, Guibernau indique que la dévolution implique la création de nouvelles institutions régionales, comme un Parlement et un Gouvernement, qui allouent des ressources afin de soutenir des politiques socio-économiques, les entreprises locales et régionales, la création de musées, bibliothèques et autres réseaux de promotion culturelle. La plupart des interviewés soulignent en effet que la dévolution entraîne un transfert de pouvoir réel qui leur permet de mettre en œuvre des politiques spécifiques à l'Écosse<sup>94</sup>. Plusieurs ont d'ailleurs mis en avant le fait que cette mise sur pied d'institutions régionales et le transfert de nombreuses compétences sont des avancées considérables vers l'indépendance, car il ne resterait, finalement, que quelques compétences à obtenir (celles qui sont pour l'heure réservées à Westminster) et quelques questions à régler avec l'État britannique une fois l'indépendance acquise. Selon eux, cette phase intermédiaire facilitera grandement leur accession à l'indépendance<sup>95</sup>, contrairement à certains pays du Commonwealth s'étant séparés du Royaume-Uni sans avoir connu une grande autonomie<sup>96</sup>. L'auteure signale que ces institutions contribuent aussi à renforcer l'identité régionale qui était peut-être moins forte ou moins présente jusqu'alors. Elles peuvent en effet prendre des mesures qui visent à soutenir la culture, la langue, l'art de la région. Deux MSPs ont, à ce propos, salué le fait que depuis la dévolution, le Parlement écossais a pu entreprendre la protection du gaélique et la promotion de la culture

---

<sup>91</sup> Interview n°4, p. 102.

<sup>92</sup> Interview n°5, p. 119.

<sup>93</sup> GUIBERNAU, M., *The Identity of Nations*, Cambridge, Polity Press, 2007, pp. 53-57.

<sup>94</sup> Interviews n°1, pp. 75-76 ; n°2, p. 85.

<sup>95</sup> Interviews n°2, p. 93 ; n°3, p. 95, p. 97 ; n°6, p. 134 ; n°8, pp. 153-154.

<sup>96</sup> Interview n°12, p. 206.

et de l'histoire écossaises, notamment dans les programmes scolaires, ce qui entraîne un renforcement de l'identité écossaise<sup>97</sup>.

Selon Guibernau, la dévolution augmente aussi le sentiment d'appartenance à une communauté régionale parce que les décisions sont prises au plus proche du citoyen, qui se sent alors mieux représenté et tend à s'investir davantage. De ce même fait, l'auteure relève que la dévolution consolide la démocratie. Les représentants régionaux sont souvent plus à même de comprendre les besoins de la population et donc d'y apporter une réponse plus adaptée. Cet aspect a également été mis en évidence par plusieurs interviewés<sup>98</sup>. L'un d'eux a insisté sur le fait que : « we have had to go through a period of devolution and showing the Scottish people that a Scottish Parliament can exist and can function well, that we've got capabilities and competences and that we can actually run the country »<sup>99</sup>. D'autres ont aussi exprimé cette idée que l'Écosse est une nation capable de gérer ses propres affaires et que la dévolution en est une preuve. Elle leur permet non seulement de construire la crédibilité du Parlement écossais et d'augmenter la confiance des citoyens en cette institution, mais aussi de renforcer leur confiance dans la nation écossaise. Il s'agit de les convaincre et de leur prouver que l'Écosse peut se débrouiller sans l'Angleterre<sup>100</sup>.

Enfin, pour Guibernau, l'instauration d'institutions régionales entraîne l'émergence d'une élite politique régionale qui, d'un côté, entretient une relation conflictuelle interminable avec l'État central (pour défendre ses intérêts), mais, de l'autre, jouit d'un certain degré de pouvoir et de prestige à l'échelon régional. Cette élite nationaliste aurait tendance à se satisfaire du *statu quo* et à renoncer à sa revendication séparatiste pour éviter de perdre son pouvoir. Cependant, cette hypothèse ne s'est pas validée dans les entretiens réalisés. Au contraire, plusieurs membres du SNP ont dénoncé les limites de la dévolution en affirmant qu'elle ne constitue pas un remède ou une alternative à l'indépendance. Ceci est développé plus loin dans le travail. A ce stade, nous pouvons tout de même conclure avec une citation qui synthétise l'idée générale :

« I firmly believe that devolution is a stepping stone in the way to independence. I think for two reasons. One, because devolution represents real power, limited power, but real power over certain things. So it gives you the opportunity to put into practice the type of policies that you are espousing. [...] And I think when people see that and

---

<sup>97</sup> Interviews n°4, pp. 106-107 ; n°12, pp. 210-211.

<sup>98</sup> Interview n°7, p. 145.

<sup>99</sup> Interview n°13, p. 214.

<sup>100</sup> Interviews n°4, p. 102 ; n°5, pp. 119-120, p. 126 ; n°12, pp. 202-203.

they like it, and they come to the realisation ‘well, you know, if this is all we can do with a little bit of power, maybe we can do more with bigger power’. So I think that’s one argument that, you know, you can use devolution to demonstrate what you can do. But the other argument is that by virtue of the fact that devolution is constrained and limited within a framework set by the central United Kingdom State, every time you push up against that, you show people what’s on the other side of the fence; you show people ‘we can’t do this because we don’t have the power, this is why we need independence’ »<sup>101</sup>.

#### **4.1.2. L’indépendance via un référendum d’autodétermination et sur base légale**

Le SNP s’est fixé sur l’accession à l’indépendance par voie référendaire<sup>102</sup> dans son manifeste de 2003 et a constamment réaffirmé cette voie dans ses manifestes suivants. Plusieurs raisons expliquent ce choix.

Tout d’abord, trois MSPs interrogés reviennent sur le fait que la position initiale du SNP était que si le parti obtenait la majorité des sièges écossais à Westminster<sup>103</sup>, cela constituait un mandat pour réclamer l’indépendance. Deux d’entre eux expliquent que le parti a ensuite changé d’approche en dissociant, d’une part, les politiques publiques proposées par le SNP lors des élections régionales et, d’autre part, la question de l’indépendance via un référendum. « [T]he party, before we were in Government, decided that it was such a major question for the Scottish electorate that it should be divorced from normal elections »<sup>104</sup>, rapporte l’un d’eux. Ce changement de position était destiné à attirer les électeurs favorables aux politiques sociales-démocrates du SNP mais réticents envers l’indépendance<sup>105</sup>. Camp-Pietrain relève d’ailleurs que cette tactique a permis au SNP d’arriver au Gouvernement en 2007<sup>106</sup>.

Une deuxième raison qui explique la volonté de passer par un référendum d’autodétermination – et qui est exprimée par tous les représentants du SNP interrogés – est la nécessité que l’indépendance soit reconnue en interne par le Gouvernement britannique et sur la scène internationale par différents États et organisations internationales. « We need a legally constituted referendum that’s respected in international law, and I think that’s the most

---

<sup>101</sup> Interview n°1, pp. 75-76.

<sup>102</sup> Voir l’annexe 7.2.3.

<sup>103</sup> Interview n°8, p. 154.

<sup>104</sup> Interview n°12, p. 205.

<sup>105</sup> Interview n°5, p. 120.

<sup>106</sup> CAMP-PIETRAIN, E., « Le référendum d’autodétermination en Écosse », *Revue française de droit constitutionnel*, vol. 94, n°2, 2013, p. 260.

important thing, to be internationally respected »<sup>107</sup>. A cette fin, il est indispensable que le référendum soit légalement autorisé par le Parlement écossais (qui donne son feu vert au *First Minister* pour demander au Gouvernement britannique un tel référendum) et par le Parlement de Westminster<sup>108</sup>. « We believe in doing things according to the law »<sup>109</sup>, « you need to follow a constitutional route! [...] we are and always have been constitutional nationalists »<sup>110</sup>.

Par ailleurs, plusieurs d'entre eux insistent sur le fait que l'indépendance doit être l'expression de la volonté du peuple<sup>111</sup>, « [b]ecause if we were to set up an independent Scotland where, you know, people felt it was being done with chicanery or in some underhand way and they didn't feel invested, they'd be wondering if they were anchoring back to the old days; then that would build resentment and that in turn would build friction that would prevent the new country working »<sup>112</sup>.

## **4.2. Le référendum d'indépendance en 2014**

### **4.2.1. Le référendum et ses modalités**

Pendant des décennies, le SNP brandissait la doctrine du mandat avec une majorité de sièges écossais à Westminster pour déclarer l'indépendance – tendance fondamentaliste. Puis, suite à la dévolution et à l'instauration du Parlement écossais, il affirma que c'était une majorité de sièges à Édimbourg qui donnait un mandat pour l'indépendance. Il faut noter que le mode de scrutin mixte – majoritaire et proportionnel – rendait une victoire plus aisée à Édimbourg qu'à Westminster où c'est un système majoritaire à un tour qui est utilisé. Et en 2011, fort d'une majorité absolue au Parlement écossais, Salmond, affirma avec force qu'il détenait un mandat pour préparer un référendum d'autodétermination<sup>113</sup> – tendance gradualiste. Nous voyons ainsi que la doctrine du mandat a été revue successivement par le SNP dans le but de renforcer et légitimer sa revendication.

Le *Prime Minister*, David Cameron, et les partis unionistes reconnurent le mandat du SNP comme légitime et acceptèrent la tenue d'un référendum d'indépendance. Soulignons que

---

<sup>107</sup> Interview n°3, p. 87.

<sup>108</sup> CAMP-PIETRAIN, E., « Le référendum d'autodétermination en Écosse », *op. cit.*, p. 261.

<sup>109</sup> Interview n°6, p. 134.

<sup>110</sup> Interview n°9, p. 171.

<sup>111</sup> Interviews n°3, p. 95 ; n°4, p. 102 ; n°8, p. 162 ; n°9, p. 171.

<sup>112</sup> Interview n°1, p. 78.

<sup>113</sup> CAMP-PIETRAIN, E., « Vers une Écosse indépendante ? », *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n°36, 2018, pp. 2-3.



le *Scotland Act* de 1998 (acte qui entérine le processus de dévolution) ne réserve pas la compétence référendaire à Westminster, mais lui attribue en tout cas « l'Union de l'Écosse et de l'Angleterre » en tant que domaine réservé ; ce sont donc les autorités britanniques seules qui peuvent autoriser la tenue d'un référendum dont l'issue peut résulter en une possible rupture de l'Union<sup>114</sup>. En 2012, l'*Edinburgh Agreement* fut signé entre le Gouvernement britannique et le Gouvernement écossais, le premier octroyant temporairement le pouvoir d'organiser un référendum d'indépendance au second.

Plusieurs conditions furent posées par le Gouvernement britannique. Le référendum devait porter uniquement sur la question de l'indépendance (sans deuxième option de dévolution maximum comme le souhaitaient la majorité des électeurs et le SNP) et celle-ci devait être claire<sup>115</sup>. Il devait être organisé avant la fin de l'année 2014 et les Gouvernements britannique et écossais s'engageaient à respecter le résultat et à travailler ensemble pour le mettre en œuvre<sup>116</sup>. Pour le reste, le Parlement écossais vota les lois entourant les modalités du référendum. Il fut décidé que les personnes habilitées à voter étaient les ressortissants du Royaume-Uni, du Commonwealth et de l'Union européenne résidant en Écosse. L'âge de vote fut abaissé à 16 ans<sup>117</sup> et la date fixée en septembre 2014, juste après le 700<sup>e</sup> anniversaire de la Bataille de Bannockburn (victoire des Écossais contre les Anglais qui assura l'indépendance écossaise pendant près de quatre siècles) et après la tenue des Jeux du Commonwealth à Glasgow (visibilité internationale)<sup>118</sup>.

Le critère de résidence en Écosse était le critère principal pour prendre part au vote. Les ressortissants écossais vivant dans le reste du Royaume-Uni et dans le monde n'étaient pas admis<sup>119</sup>. Ceci démontre le caractère civique du SNP et son attachement au principe de territorialité, plutôt qu'à l'ethnicité<sup>120</sup>. Le SNP a en effet à cœur de se montrer comme un parti nationaliste certes, mais inclusif<sup>121</sup>, à la différence des partis d'extrême-droite<sup>122</sup> en Europe<sup>123</sup>. Leith remarque d'ailleurs que depuis le 21<sup>e</sup> siècle, le SNP fait plus souvent référence aux

---

<sup>114</sup> DUCLOS, N., *op. cit.*, p. 7.

<sup>115</sup> KEATING, M., « The Scottish Independence Referendum and After », *op. cit.*, pp. 76-77.

<sup>116</sup> BORT, E., « L'Écosse après le vote. Le Non à l'indépendance comme amorce du changement ? », *Cultures & Conflits*, n°97, 2015, pp. 98-99.

<sup>117</sup> CAMP-PIETRAIN, E., « Vers une Écosse indépendante ? », *op. cit.*, p. 4.

<sup>118</sup> LERUEZ, J., « Le référendum du 18 septembre 2014 en Écosse : l'échec d'un long processus », *Pouvoirs*, vol. 152, n°1, 2015, pp. 148-149.

<sup>119</sup> *Ibid.*, p. 149.

<sup>120</sup> Interviews n°1, p. 77 ; n°9, p. 166.

<sup>121</sup> Interviews n°3, p. 94 ; n°4, p. 101.

<sup>122</sup> Interview n°6, p. 133.

<sup>123</sup> FIASSON, A., « Territorialité politique, nationalisme et traversées constitutionnelles en Écosse », *Études écossaises*, n°18, 2016, p. 61.

personnes habitant en Écosse plutôt qu'aux « Scots », à la « Scottish nation » ou encore à un « Scottishness ». Il précise que c'est « the linking with the place that provides a sense of identity »<sup>124</sup> pour le SNP. Cette conception inclusive et civique de la nationalité écossaise a été largement confirmée dans les entretiens menés. « [W]hoever lives in Scotland and wants to contribute to Scotland and thinks himself Scottish can be counted as Scottish! [...] I strongly believe that it's where we go together that matters as opposed to where you've been »<sup>125</sup>.

#### 4.2.2. Les arguments du SNP : entre stratégies *subsuming* et *blurring* renversées

Pendant la campagne, le SNP a insisté sur le fait que l'autodétermination et le choix de l'indépendance ne relèvent pas d'un nationalisme culturel, identitaire et ethnique, mais reflètent la volonté d'avoir le contrôle sur les leviers politiques et économiques au sein du Parlement et du Gouvernement écossais afin de construire une société écossaise plus juste et prospère<sup>126</sup> ; ce qui correspond à un nationalisme civique. « We're a civic nationalist movement! And what we mean by that is that we actually just want our own affairs to be run from Scotland! »<sup>127</sup>. L'objectif du SNP est de centrer la question de l'indépendance sur le statut politique de l'Écosse et sur les mesures socio-économiques qu'elle pourrait adopter si elle en avait les pouvoirs<sup>128</sup>.

Le SNP soutenait que l'Écosse doit se détacher de l'Union britannique qui ne sert plus ses intérêts et limite ses ambitions<sup>129</sup>. Ainsi, les nationalistes ont surtout présenté l'indépendance comme étant l'opportunité de répondre aux besoins et aux intérêts écossais, ce qui n'est pas possible, selon eux, sous l'État britannique. Elle permettrait, par exemple, de se libérer des politiques d'austérité et des coupes budgétaires dans les services publics poursuivies par Westminster<sup>130</sup> et de renouer avec l'État providence auquel les Écossais sont attachés. Les nationalistes ont affirmé que l'Écosse serait économiquement viable parce qu'elle dispose de pétrole et autres ressources énergétiques sur son territoire et a, selon eux, un énorme potentiel en ce qui concerne les énergies renouvelables. Ils proposèrent par ailleurs de réduire la pression fiscale sur les entreprises en vue d'une Écosse plus attractive que le reste du Royaume pour les investissements étrangers (à l'image de l'Irlande)<sup>131</sup>.

---

<sup>124</sup> LEITH, M. S., *op. cit.*, pp. 89-90.

<sup>125</sup> Interview n°13, p. 213.

<sup>126</sup> JACKSON, B., « The Political Thought of Scottish Nationalism », *op. cit.*, p. 52.

<sup>127</sup> Interview n°11, p. 191.

<sup>128</sup> FIASSON, A., « Territorialité politique, nationalisme et traversées constitutionnelles en Écosse », *op. cit.*, p. 54, pp. 60-61.

<sup>129</sup> CAMP-PIETRIN, E., « Le référendum d'autodétermination en Écosse », *op. cit.*, p. 265.

<sup>130</sup> FIASSON, A., *op. cit.*, pp. 61-62.

<sup>131</sup> CAMP-PIETRIN, E., « Le référendum d'autodétermination en Écosse », *op. cit.*, p. 265.

A l'inverse des unionistes (surtout les *Conservative* et *Labour*) qui tentaient de promouvoir un certain « Scottishness » ancré dans l'Union britannique et de redorer l'image d'un « Britishness » et de ses valeurs, le SNP ne recourut pas à de tels arguments. Il mettait plutôt en avant une image moderne, civique et dénuée d'un quelconque sens ethnique de l'identité écossaise, soulignant les bienfaits de l'immigration et du multiculturalisme en Écosse<sup>132</sup>. Il assura d'ailleurs qu'une Écosse indépendante octroierait sa nationalité à tout résident sur son sol<sup>133</sup>.

Ces différents arguments vont dans le sens de la stratégie *subsuming* renversée qui articule la dimension territoriale au sein de la dimension économique. L'indépendance n'est pas tant l'expression d'une revendication territoriale, mais est présentée comme étant l'instrument indispensable à la création d'une Écosse sociale-démocrate. C'est donc bien la construction d'un tel État qui est l'objectif à atteindre selon le SNP et l'indépendance n'est, en fait, « que » le moyen d'y parvenir. Dans l'argumentaire du parti, la dimension économique l'emporte manifestement sur la dimension territoriale.

Néanmoins, le SNP n'a pas toujours eu recours à cette stratégie assez explicite durant sa campagne. Il a également utilisé la stratégie *blurring*. Certains de ses arguments paraissaient étonnants et même contradictoires. La question de l'adhésion à l'UE demeurait, elle, assez hypothétique.

Ainsi, bien que le SNP veuille la séparation de l'Écosse du reste du Royaume-Uni, il défendait tout de même une forme de continuité en affirmant que les liens privilégiés qu'entretiennent les quatre nations de l'Union demeureraient solides. Il avançait que le nouvel État écossais garderait le même monarque comme chef d'État et la livre sterling comme monnaie (régulée par la *Bank of England*). Il assurait aussi que les liens familiaux, amicaux et professionnels forgés pendant plus de trois siècles resteraient intacts grâce à la libre circulation. Mais, à affirmer que, finalement, rien ne serait fondamentalement différent et qu'il n'y aurait pas de rupture brutale, le SNP prenait le risque, selon Jackson, de faire apparaître l'indépendance écossaise comme une aventure qui n'en vaudrait pas tellement la peine. En effet, le maintien du monarque et de la *Bank of England* impliquerait que l'Écosse nouvellement indépendante serait toujours « under the dominion of some of the very antiquated 'imperial' structures they excoriated »<sup>134</sup>. Le fait de garder la monnaie britannique entraînerait

---

<sup>132</sup> KEATING, M., « The Scottish Independence Referendum and After », *op. cit.*, pp. 78-79.

<sup>133</sup> CAMP-PIETRAIN, E., « Le référendum d'autodétermination en Écosse », *op. cit.*, p. 265.

<sup>134</sup> JACKSON, B., *op. cit.*, p. 56.

*de facto* une dépendance de l'Écosse vis-à-vis du Royaume-Uni pour les politiques monétaires et fiscales. Par ailleurs, Jackson s'interroge : si les liens sont si bons entre les Écossais et leurs voisins britanniques, pourquoi chercher la séparation ? Ces éléments semblent en effet assez curieux et contradictoires face à l'argument principal du SNP qui cherche à se libérer de l'Union britannique afin de poursuivre une politique socio-économique distincte. Néanmoins, Jackson reconnaît que ces arguments de continuité ont l'avantage de rassurer et peut-être même convaincre l'électorat anxieux de la séparation<sup>135</sup>.

Face à l'affirmation du SNP sur le maintien de la livre sterling dans une Écosse indépendante, les conservateurs anglais (*Prime Minister*, Ministre des Finances et Secrétaire au Trésor) avaient rejeté cette possibilité d'union monétaire en déclarant que l'Écosse ne pourrait plus utiliser la monnaie britannique si elle quittait le Royaume-Uni. Le SNP écarta cette éventualité en les accusant de faire du bluff. Mais lorsque le leader du camp unioniste demanda à Salmond quel était son plan B face à un refus ferme des conservateurs, il ne sut que répondre et le doute plana jusqu'au jour du vote<sup>136</sup>.

L'autre question sur laquelle le SNP usa de la stratégie *blurring* est l'adhésion de l'Écosse indépendante à l'UE. Après s'être opposé à celle-ci dans les années 1970, nous l'avons dit, le SNP changea de position et la considéra comme un soutien externe à l'indépendance<sup>137</sup>, comme une « allié dans la reconnaissance de [son] identité »<sup>138</sup>. Le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Comité des Régions et la Charte européenne des langues régionales et minoritaires ont en effet contribué à la protection des régions et à la consolidation de leur statut. Pour les indépendantistes écossais, l'UE représentait aussi un cadre rassurant et protecteur, car le nouvel État ne se retrouverait pas seul sur la scène internationale<sup>139</sup>. Lors de sa campagne, le SNP affirma rapidement que l'Écosse accéderait automatiquement à l'UE sans négociation. Mais en l'absence de confirmation juridique claire, il dut reconnaître que le nouvel État devrait suivre une procédure d'accession. Le SNP prôna alors deux solutions. Premièrement, il affirmait qu'une adhésion selon l'Article 49 du Traité de l'Union européenne (TUE) serait facile et suivrait un mode accéléré puisque l'Écosse répondait déjà à tous les critères d'adhésion et à l'acquis communautaire (ayant fait partie de l'UE pendant plus de 40 ans). Deuxièmement, il envisageait une révision du Traité selon l'Article 48 pour reconnaître

---

<sup>135</sup> *Ibid.*, pp. 54-56.

<sup>136</sup> BORT, E., « L'Écosse après le vote », *op. cit.*, pp. 100-101.

<sup>137</sup> KEATING, M., « The Scottish Independence Referendum and After », *op. cit.*, p. 84.

<sup>138</sup> GOUNIN, Y., « Les dynamiques d'éclatements d'États dans l'Union européenne : casse-tête juridique, défi politique », *Politique étrangère*, Hiver n°4, 2013, p. 12.

<sup>139</sup> *Ibid.*, pp. 12-13.

l'Écosse comme 29<sup>e</sup> État membre. Les unionistes rétorquèrent qu'une procédure d'adhésion normale serait très probablement la seule option et que l'Espagne poserait sûrement son veto à l'entrée de l'Écosse au sein de l'UE, à cause de la volonté indépendantiste catalane<sup>140</sup>. Par ailleurs, plusieurs autorités de l'UE affirmèrent que lorsqu'un territoire se sépare d'un État membre de l'UE, il ne fait alors plus partie de l'UE. Seule la procédure organisée par l'Article 49 s'applique à ce nouveau candidat. Pour le reste, l'UE se montra très prudente et discrète, ne voulant pas se mêler de la politique intérieure des États membres<sup>141</sup>.

Notons que lorsque Cameron promit, en 2013, la tenue future d'un référendum sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'UE, Salmond en profita pour affirmer que l'indépendance était le seul moyen pour l'Écosse de faire partie de l'UE. En effet, le SNP craignait qu'une majorité d'Anglais vote favorablement à la sortie de l'UE et qu'une majorité d'Écossais vote contre, ce qui risquait d'entraîner l'Écosse dans la sortie contre sa volonté<sup>142</sup>. Ceci fait l'objet d'une analyse plus détaillée dans les pages suivantes.

La question de l'adhésion à l'UE fut une pierre d'achoppement majeure dans le débat sur l'indépendance. Malgré l'absence d'une réponse juridique claire et précise à cette question, le SNP se montra tout de même confiant et fit de l'appartenance à l'UE un argument politique fort pour l'indépendance. La position du SNP n'était pas vague, au contraire, son slogan « independence in Europe » depuis les années 1980 était et reste très explicite. C'est plutôt l'issue hypothétique de la question qui donne à cet argumentaire et à cette stratégie le caractère *blurring*.

#### **4.2.3. Les résultats et conséquences**

Le référendum d'autodétermination eut lieu le 18 septembre 2014. Le résultat fut 44,5% en faveur de l'indépendance et 55,5% contre celle-ci, avec un taux de participation de 84,6%<sup>143</sup>. Avec la victoire du *No* à l'indépendance, certains prédisaient la fin du SNP. Cependant, de nombreux observateurs considèrent que l'échec du référendum n'est pas une grande défaite pour le SNP. Leruez soulève que le parti a en effet réussi à faire monter la volonté d'indépendance de la population d'environ 30% en 2013 à 45% en 2014<sup>144</sup>. Selon Dixon, cela montre que l'indépendance n'est plus une option constitutionnelle minoritaire dans l'opinion

---

<sup>140</sup> KEATING, M., « The Scottish Independence Referendum and After », *op. cit.*, p. 84.

<sup>141</sup> GOUNIN, Y., *op. cit.*, pp. 18-21.

<sup>142</sup> KEATING, M., « The European Dimension to Scottish Constitutional Change », *The Political Quarterly*, vol. 86, n°2, 2015, p. 205.

<sup>143</sup> SCOTTISH GOVERNMENT, « Referendum », *Constitutional Reform*, disponible à l'adresse suivante : <https://www2.gov.scot/Topics/constitution/background> (consultée le 21 juillet 2020).

<sup>144</sup> LERUEZ, J., « Le referendum du 18 septembre 2014 en Écosse », *op. cit.*, p. 157.

écossaise<sup>145</sup>. Bort relève que le nombre de membres au sein du SNP a presque triplé à l'issue de la campagne, faisant du SNP le troisième plus grand parti du Royaume-Uni, et les intentions de vote annonçaient une avance du SNP sur le *Labour* pour les prochaines élections britanniques (2015) et écossaises (2016)<sup>146</sup>. Pour Keating, la campagne a consolidé l'image de l'Écosse comme une nation pro-européenne. Il remarque également que même si l'indépendance apparaît depuis les résultats du référendum comme étant une issue crédible et possible, le SNP continue à se montrer comme étant un parti clairement impliqué dans la politique britannique et pas seulement intéressé par l'indépendance<sup>147</sup>.

#### 4.2.4. La plus grande victoire du SNP : les élections britanniques de 2015

Aux élections britanniques de 2015, le SNP remporta sa plus grande victoire électorale jusqu'à ce jour, avec 56 des 59 sièges écossais au Parlement de Westminster. Pour McGarvey, cela montre que le débat sur l'indépendance n'a pas été clos avec le référendum. Le statut constitutionnel de l'Écosse est depuis lors un sujet qui intéresse l'électorat<sup>148</sup>.

Néanmoins, le SNP n'a pas directement réitéré sa revendication indépendantiste dans son manifeste de 2015. En effet, celui-ci signalait très clairement : « [t]he SNP will always support independence – but that is not what this election is about. It is about making Scotland stronger »<sup>149</sup>. Nous pouvons diviser les objectifs du SNP lors de ces élections en trois pans<sup>150</sup>. Sur le plan constitutionnel, nous l'avons dit, le SNP laissa son ambition d'indépendance de côté et se concentra sur une réforme de Westminster. Il s'agissait de rendre la voix de l'Écosse plus audible, abolir la *House of Lords* (car composée de représentants non-élus), imposer des idées plus modernes et progressistes, opter pour le scrutin proportionnel à Westminster et transférer davantage de pouvoirs au Parlement écossais.

Sur le plan socio-économique, le SNP proposait des politiques plus progressistes non pas pour les gens vivant en Écosse uniquement, mais pour tous les résidents du Royaume-Uni (*UK-wide*). A cet effet, il prônait, entre autres, la fin de l'austérité, un meilleur investissement dans les services publics, des politiques d'aide aux plus démunis, des mesures pour booster

---

<sup>145</sup> DIXON, K., « Un vote sans lendemain ? », *Savoir/Agir*, vol. 4, n°30, 2014, p. 106.

<sup>146</sup> BORT, E., *op. cit.*, pp. 109-110.

<sup>147</sup> KEATING, M., « The Scottish Independence Referendum and After », *op. cit.*, pp. 90, 94-96.

<sup>148</sup> MCGARVEY, N., « The 2014 Scottish Independence Referendum and Its Aftermath », *Social Alternatives*, vol. 34, n°3, 2015, pp. 37-39.

<sup>149</sup> SNP, *SNP Manifesto 2015: Stronger for Scotland*, 2015, p. 10(a).

<sup>150</sup> *Ibid.*, pp. 1-16(a) ; pp. 1-36(b).

l'économie et améliorer les conditions de vie des populations, un système de taxation plus juste, une amélioration du système de sécurité sociale, l'égalité homme-femme.

Le troisième pan du manifeste se penchait sur la question du référendum relatif au Brexit promis par Cameron en 2013. Le SNP déclara qu'en cas d'un tel référendum, le Royaume-Uni ne devrait pouvoir quitter l'UE que si ses quatre nations constitutives votent unanimement en ce sens. En d'autres termes, le SNP affirma qu'aucune de ces nations ne devrait être tirée hors de l'UE contre sa volonté. Pour garantir cela, le SNP proposa l'instauration d'une double majorité : dans chaque nation et sur l'Etat dans son ensemble. Du reste, il se prononça pour le maintien dans l'UE.

En résumé, ce manifeste de 2015 était fidèle à la stratégie *subsuming* renversée du SNP qui disait clairement que l'indépendance n'était pas la priorité face aux questions socio-économiques. Il semble d'ailleurs qu'en proposant des politiques *UK-wide* et pas seulement écossaises, le SNP prenne en compte les résultats du référendum de 2014 pour tenter d'attirer les électeurs défavorables à l'indépendance. Par contre, le SNP affichait déjà une opposition claire sur le Brexit et annonçait vouloir protéger la place de l'Écosse au sein de l'UE, ce qui laissait deviner un potentiel retour de la dimension territoriale dans la stratégie du parti.

### **4.3. Le référendum sur le Brexit en 2016**

#### **4.3.1. Le manifeste du SNP pour les élections écossaises en mai 2016**

Avant la campagne électorale pour les élections du Parlement écossais en mai 2016 – soit un mois et demi avant la tenue du référendum sur le Brexit – quelques membres du SNP (dont Salmond) suggérèrent à Nicola Sturgeon, *First Minister of Scotland* et cheffe du SNP depuis 2014, d'organiser un deuxième référendum d'indépendance (*Indyref2*, selon le jargon) afin d'éviter un Brexit qui serait probablement non-voulu par les Écossais. Néanmoins, celle-ci, prudente, posa des conditions<sup>151</sup> et les inséra dans le manifeste du SNP.

Le parti affirma en effet qu'un *Indyref2* pourrait être organisé si, d'une part, « there is clear and sustained evidence that independence has become the preferred option of a majority of the Scottish people » ou si, d'autre part, « there is a significant and material change in the circumstances that prevailed in 2014, such as Scotland being taken out of the EU against our

---

<sup>151</sup> CAMP-PIETRAIN, E., « Les élections de mai 2016 au Parlement écossais : les enjeux constitutionnels », *Revue Française de Civilisation Britannique*, XXII-4, 2017, p. 4.

will »<sup>152</sup>. Pour le reste, le manifeste du SNP portait majoritairement sur la dimension économique et sur les différentes politiques publiques que le SNP souhaitait mettre en œuvre, poursuivant donc toujours sa stratégie *subsuming* renversée<sup>153</sup>.

L'annonce d'un possible *Indyref2* fut exploitée par certains unionistes. La cheffe des conservateurs écossais accusa le SNP de vouloir profiter de chaque opportunité pour poursuivre son seul objectif indépendantiste et s'y opposa. Le chef des libéraux-démocrates reprocha à Sturgeon de ne pas respecter les résultats de 2014. La cheffe des travaillistes, par contre, laissa comprendre qu'en cas de Brexit non-voulu, elle serait peut-être tentée par l'indépendance et laisserait les membres de son parti choisir leur voie ; elle se ravisa par la suite, vu la polémique que son avis suscita<sup>154</sup>. Selon Elias, ce sont les partis unionistes plus que le SNP qui ramenèrent la question constitutionnelle (donc la dimension territoriale) dans le débat « by making this an election about Scottish independence rather than socio-economic transformation »<sup>155</sup>.

Le SNP remporta le plus de sièges (63 sur 129), mais il lui en manqua deux pour avoir une majorité absolue au Parlement écossais<sup>156</sup>.

#### 4.3.2. Les arguments du SNP contre le Brexit

Déjà dans son manifeste de 2016, le SNP affirma qu'il était contre le Brexit et qu'il entendait faire campagne pour que l'Écosse et le Royaume-Uni dans son ensemble restent au sein de l'UE<sup>157</sup>. Il exprima son attachement à la « European family » ou encore « family of nations » et aux valeurs et principes fondateurs. Le parti présenta également les avantages plus concrets à être membre de l'UE : droit des travailleurs, accès à un grand marché commun, emplois, commerce mondial, coopération pour régler certains problèmes mondiaux<sup>158</sup>.

Il est intéressant de noter que les cinq partis principaux écossais se positionnèrent contre le Brexit, qu'un vote au Parlement écossais indiqua 106 voix pour *Remain* et seulement 8 pour *Leave*<sup>159</sup>. Par ailleurs, les 59 parlementaires écossais de Westminster firent campagne contre le Brexit<sup>160</sup>.

---

<sup>152</sup> SNP, *SNP Manifesto 2016: Stronger for Scotland*, 2016, p. 23(a).

<sup>153</sup> ELIAS, A., *op. cit.*, p. 14.

<sup>154</sup> CAMP-PIETRAIN, E., « Les élections de mai 2016 au Parlement écossais », *op. cit.*, p. 5.

<sup>155</sup> ELIAS, A., *op. cit.*, p. 15.

<sup>156</sup> THE ELECTORAL COMMISSION, « Results and turnout at the 2016 Scottish Parliament election », disponible l'adresse suivante : <https://www.electoralcommission.org.uk/> (consultée le 22 juillet 2020).

<sup>157</sup> SNP, *SNP Manifesto 2016*, *op. cit.*, p. 23(a).

<sup>158</sup> *Ibid.*, p. 41(b).

<sup>159</sup> MACKENZIE, J. M., « Brexit: The View from Scotland », *The Round Table*, vol. 105, n°5, 2016, p. 578.

<sup>160</sup> CAMP-PIETRAIN, E., « Le référendum du 23 juin 2016 en Écosse : entre deux unions », *Revue Française de Civilisation Britannique*, XXII-2, 2017, p. 5.



Le Gouvernement écossais (dirigé par le SNP) était contre ce référendum, car il voyait celui-ci comme le résultat d'un problème interne au parti conservateur anglais. Cameron souhaitait en effet régler une fois pour toutes la question européenne qui divisait son parti. En outre, il s'offusqua du fait que les jeunes de 16 et 17 ans, ainsi que les citoyens européens résidant au Royaume-Uni furent exclus du vote<sup>161</sup>.

Pendant la campagne référendaire, le SNP fit la promotion des bienfaits socio-économiques de l'UE pour l'Écosse. Le marché unique permettait à des entreprises étrangères (dont 42% européennes) de s'installer en Écosse et permettait à cette dernière d'exporter ses produits à destination de l'Europe (42% de ses exportations), fournissant 300.000 emplois pour le pays. L'Écosse recevait aussi d'importants fonds de la PAC (agriculture), de la PCP (pêche) et des fonds structurels. La Charte de l'UE garantissait des droits fondamentaux aux travailleurs et avait contribué à l'amélioration du droit du travail. Enfin, la liberté de circulation était présentée par le SNP comme un atout indéniable d'un point de vue éthique et démographique : l'immigration favorise une diversification de la société écossaise et booste son économie qui souffre d'une population vieillissante<sup>162</sup>.

Selon Camp-Pietrain, le SNP a une vision très pragmatique de l'UE et non-idéaliste. Le parti met surtout en avant les avantages socio-économiques de l'UE<sup>163</sup>. Ce qui correspond bien à sa stratégie *subsuming* renversée à primauté économique.

## **5. Les résultats du référendum sur le Brexit en juin 2016 : un point d'inflexion dans les stratégies du SNP ?**

Les résultats du référendum furent 51,9% pour le *Leave* en ce qui concerne le Royaume-Uni dans son ensemble, mais 62% pour le *Remain* en Écosse. « The 2014 Scottish independence referendum was supposed to put to rest the question of Scotland's place in the Union [UK] for at least a generation. Yet, ever since the 2016 Brexit vote, intense speculation about Scotland's future has dominated conversation »<sup>164</sup>.

---

<sup>161</sup> *Ibid.*, pp. 4-5.

<sup>162</sup> *Ibid.*, pp. 7-8,

<sup>163</sup> CAMP-PIETRAIN, E., « L'Europe dans le débat sur le référendum d'autodétermination en Écosse », *Outre-Terre*, vol. 41, n°4, 2014, pp. 121.

<sup>164</sup> MANLEY, G., « Scotland's Post-Referenda Futures », *Anthropology Today*, vol. 35, n°4, 2019, p. 13.

## **5.1. Le public cible et les nouveaux arguments pour le convaincre**

### **5.1.1. Les pro-UE : un nouvel électorat stratégique pour le SNP ?**

Pour le SNP, le Brexit présente l'opportunité de convaincre les électeurs ayant voté *No* lors du référendum d'indépendance en 2014, mais *Remain* lors du référendum sur le Brexit en 2016. C'est l'occasion d'insister sur le fait que leur vote contre le Brexit n'a pas été pris en compte par le Gouvernement britannique et que l'Écosse est mal servie par le système britannique<sup>165</sup>. Certains membres sont convaincus que le Brexit fera changer d'avis les électeurs hésitants ou défavorables à l'indépendance parce qu'il leur a été imposé contre leur volonté, ce qui va les inciter à remettre en cause l'Union britannique, ou en tout cas, les pousser à se poser la question de l'avenir constitutionnel du pays<sup>166</sup>. Pour Ben Macpherson, certains Écossais pourraient changer d'avis parce que le Brexit est l'expression de valeurs dans lesquelles ils ne reconnaissent plus leur identité britannique<sup>167</sup>. D'autres représentants du SNP, dont Alyn Smith, mettent également en avant que depuis le début, le SNP a tout fait pour empêcher le Brexit – dans l'intérêt de l'Écosse – pour le Royaume-Uni tout entier, ce qui est la preuve, selon eux, que le SNP est un parti qui ne cherche pas seulement à atteindre son objectif ultime qu'est l'indépendance, mais à défendre les intérêts des Écossais (indépendantistes ou non)<sup>168</sup>. En outre, Tommy Sheppard appelle les électeurs non-convaincus à ne pas voir l'indépendance écossaise comme une forme de séparatisme, mais au contraire comme le moyen de s'engager sur la scène internationale et de rejoindre à nouveau l'UE<sup>169</sup>. Un argument commun à tous les membres interrogés et aux discours prononcés est que l'indépendance est désormais le seul moyen pour l'Écosse de rejoindre l'UE.

### **5.1.2. Le Brexit : un tournant dans les revendications d'indépendance**

Le SNP voit le Brexit comme un tournant majeur pour l'Écosse. Selon Thompson, le Brexit et les dommages qu'il causera à l'Écosse sont évidemment des justifications dans la revendication d'un *Indyref2* par le SNP, mais c'est surtout le fait que l'Écosse soit gouvernée contre sa volonté qui est l'argument principal<sup>170</sup>. Joanna Cherry en a fait le message clé de son discours le jour officiel du Brexit : « this is not our Brexit! It's been something that's been done

---

<sup>165</sup> Interviews n°2, pp. 87-88 ; n°7, p. 150.

<sup>166</sup> Interviews n°12, p. 209 ; n°13, p. 214.

<sup>167</sup> Discours de Ben Macpherson.

<sup>168</sup> Interview n°10, pp. 182-183 ; Discours d'Alyn Smith.

<sup>169</sup> Discours de Tommy Sheppard,

<sup>170</sup> THOMPSON, M. K., « Brexit, Scotland, and the Continuing Divergence of Politics », *The Midwest Quarterly*, vol. 60, n°2, 2019, p. 142.

to us rather than done by us. It's been forced on us against our will. [...] But the good news is that this truly is a pivotal moment in Scotland's history! »<sup>171</sup>.

Le parti tente de convaincre la population écossaise que le problème est fondamentalement constitutionnel et que l'indépendance est la solution. Le discours de Smith illustre bien ce travail de problématisation : « [t]his is a day [Brexit] that shouldn't have come. We are here because the people of Scotland are not in charge of Scotland's destiny right now. The people of Scotland should be the ones making the decisions about Scotland's future! »<sup>172</sup>.

Par ailleurs, nombre des parlementaires interrogés insistent sur le fait que ce n'est pas uniquement les résultats du Brexit qui les poussent à revendiquer l'indépendance, mais bien tout le processus de négociation qui l'entoure. L'un d'eux explique que non seulement ils n'ont pas voté pour le Brexit, mais qu'en plus, ils n'ont pas été inclus dans les négociations et ne sont donc pas parvenus à influencer l'accord de retrait de l'UE<sup>173</sup>. Camp-Pietrain souligne que la gestion du Brexit est utilisée par les indépendantistes pour faire douter la population du maintien de l'Écosse dans le Royaume-Uni<sup>174</sup>. Pour certains, la gestion du Brexit par May était risible : « Westminster became a laughing stock that just couldn't make decisions »<sup>175</sup>, ce qui tendait à décrédibiliser sa capacité à gouverner. La gestion de Johnson, par contre, les inquiète et semble annoncer une catastrophe pour l'Écosse<sup>176</sup>. Le SNP exploite donc toute cette situation pour dire que l'Écosse peut faire mieux et mérite mieux<sup>177</sup>.

Le Brexit est ainsi un événement clé qui permet au SNP de mettre en évidence (*selective issue emphasis*) certains aspects qui, selon lui, sont des illustrations flagrantes des différences grandissantes entre les Anglais et les Écossais, du dysfonctionnement de l'État britannique, et qui justifient et légitiment sa revendication indépendantiste. C'est aussi l'élément qui lui permet concrètement de motiver sa demande pour un *Indyref2* puisque, comme l'annonçait son manifeste de 2016, le Brexit est non-voulu par les Écossais et constitue un « material change in the circumstances » par rapport à 2014<sup>178</sup>. C'est ce que nous allons développer maintenant.

---

<sup>171</sup> Discours de Joanna Cherry, p. 225.

<sup>172</sup> Discours d'Alyn Smith, p. 221.

<sup>173</sup> Interview n°2, pp. 85-87.

<sup>174</sup> CAMP-PIETRAIN, « Vers une Écosse indépendante ? », *op. cit.* p. 1.

<sup>175</sup> Interview n°5, p. 120.

<sup>176</sup> Interviews n°7, pp. 148-150 ; n°10, pp. 183-184.

<sup>177</sup> Discours d'Alyn Smith ; Interview n°12, p. 206.

<sup>178</sup> SIMPKINS, F., « The 2017 General Election in Scotland: A Return to Multi-Party Politics? », *Revue Française de Civilisation Britannique*. XXIII-2, 2018, pp. 5-6.

## **5.2. La remise en question de la place de l'Écosse au sein du Royaume-Uni**

### **5.2.1. Des divergences de plus en plus significatives entre l'Écosse et l'Angleterre**

Selon Thomsen, « [t]here can be no image of self without contrasting images of others, and it is when the perception of the relationship between the self and its significant other(s) changes that a reaction, sometimes in the shape of political nationalism, may result »<sup>179</sup>. Il spécifie que cette perception de différence entre soi et autrui se manifeste aussi bien dans des aspects politiques et socio-économiques que culturels. Cette représentation de soi comme distinct des autres est une caractéristique très présente dans les propos du SNP vis-à-vis des Anglais, des conservateurs, des Brexiteurs, et ce aussi bien dans les manifestes, que dans les discours du 31 janvier et les entretiens réalisés.

#### **5.2.1.1. Questions historiques, identitaires et culturelles**

Les membres du SNP voient et présentent l'Écosse comme une nation européenne et distincte de l'Angleterre, une nation ancienne, mais aussi moderne, multiculturelle, ouverte au monde, et ayant de nombreuses ressources naturelles et beaucoup de potentiel. Mais, certains expriment l'idée que « we're being held back as a nation »<sup>180</sup> du fait de son appartenance à l'Union britannique et de ne pas pouvoir, par conséquent, prendre ses propres décisions. Le Brexit est un phénomène marquant parce qu'il est l'expression de valeurs qui ne correspondent pas, selon eux, aux valeurs écossaises<sup>181</sup> et révèle des divergences culturelles et identitaires de plus en plus grandes entre la nation anglaise et la nation écossaise. « I think Brexit has forced a position for Scotland, and we need to decide 'do we want to be part of a narrow-nationalistic-Brexit Britain, or do we want to be part of an internationalist-outward-looking-independent Scotland in the EU working on a multilateral basis with our partners and friends in the rest of Europe?' »<sup>182</sup>. Selon eux, les Écossais vont petit à petit se tourner vers le SNP et vers l'indépendance parce qu'ils voient le Royaume-Uni, plus particulièrement l'Angleterre, prendre une direction qu'ils ne souhaitent pas suivre. « [E]very day, I think, we see more people in Scotland saying that that is not the Scotland that they want to be, or the UK they want to be part of »<sup>183</sup>.

---

<sup>179</sup> THOMSEN, R. C., *op. cit.*, p. 213.

<sup>180</sup> Interview n°8, p. 152.

<sup>181</sup> Discours de Tommy Sheppard.

<sup>182</sup> Interview n°3, p. 97.

<sup>183</sup> Interview n°12, p. 203.

Il semblerait ainsi que la dimension territoriale et émotionnelle reprenne de l'ampleur dans les propos des membres du SNP, mais aussi dans ses manifestes<sup>184</sup>. Son manifeste pour les élections britanniques de décembre 2019 était assez explicite. En première page, il annonçait :

« At the heart of our case is the belief that decisions about Scotland's future are best taken by the people who live in Scotland, wherever they come from. We are an extraordinary country, diverse and outward-looking, with great potential and much to look forward to. But the future of our country is at stake. A vote for the SNP is a vote to escape Brexit. It's a vote to put Scotland's future in Scotland's hands. [...] So, at this election there is a choice for Scotland. A chaotic, Brexit-obsessed Westminster could decide our future for us. Or we can demand our right as a country to decide our own future »<sup>185</sup>.

Ces premières lignes nous semblent particulièrement évocatrices d'un retour de la dimension territoriale. Elles rappellent en effet le caractère inclusif et civique de l'identité nationale écossaise qui se base sur la territorialité plutôt que l'ethnicité. Mais surtout, elles indiquent que la question de l'indépendance est de nouveau la priorité du parti. Le terme « indépendance » n'est pas explicitement cité dans cette première page, mais l'idée est cadrée (*issue framing*) en termes de démocratie et de souveraineté populaire ; il est bien question de qui possède le pouvoir de décision en Écosse (dimension territoriale). Le parti tente également de convaincre l'électorat que l'avenir du pays est en jeu et qu'il doit opérer un choix afin d'éviter un avenir dramatique, ce qui est étroitement lié avec le pouvoir émotionnel de la territorialité théorisé par Penrose, expliqué plus haut.

#### 5.2.1.2. Questions socio-économiques

Outre le Brexit, le SNP voit des divergences croissantes entre l'Écosse et l'Angleterre en ce qui concerne leur culture politique et leurs préoccupations et ambitions socio-économiques respectives. L'un des élus insiste : « [w]e're now sixty-five years since the Tories last won a majority [in Scotland] ». Pour lui, l'indépendance n'est pas seulement justifiée par le fait qu'ils veulent le pouvoir sur leurs propres affaires, mais c'est aussi parce que « there's a fundamental difference politically between Scotland and the rest of the United Kingdom, when

---

<sup>184</sup> SNP, *SNP Manifesto 2017: Stronger for Scotland*, 2017, p. 14, p. 27 ; *European Election Manifesto 2019: Scotland's for Europe*, 2019.

<sup>185</sup> SNP, *SNP Manifesto 2019: Stronger for Scotland*, 2019, p. 2 [nous soulignons].

it comes to politics. [...] there is a fundamental dissonance between what Scotland votes for and what Scotland gets at the UK level! And I don't think it's sustainable! »<sup>186</sup>.

Pour Pittock, ce sont les Écossais qui se sont distingués culturellement et politiquement du reste du Royaume-Uni en votant à gauche et de plus en plus pour le SNP<sup>187</sup>. Pourtant, pour l'un des membres interrogés, ce n'est pas l'Écosse qui a changé, car elle a gardé de nombreux services publics de l'État social (NHS, éducation supérieure gratuite, etc.), alors que les Anglais les ont privatisés et se tournent davantage vers la droite<sup>188</sup>.

Les divergences en termes de politiques publiques que le SNP souhaite mettre en œuvre en Écosse et celles qui sont poursuivies par le Gouvernement britannique pour le Royaume-Uni sont des thèmes récurrents des manifestes du SNP, notamment dans ceux des élections britanniques de 2017 et 2019. Dans celui de 2019, le SNP affirme que l'indépendance permettrait au Gouvernement écossais de façonner la politique économique pour réduire les inégalités socio-économiques, mais aussi pour lutter contre le changement climatique et pour adopter une politique migratoire répondant aux besoins de l'Écosse et garantissant le respect des droits de l'homme<sup>189</sup>. Ceci nous permet d'affirmer que le SNP est toujours « making the economic case for Scottish independence », pour reprendre l'expression d'Elias.

### 5.2.2. L'asymétrie constitutionnelle

Rapidement après sa désignation comme *Prime Minister*, Theresa May s'était rendue à Édimbourg pour assurer au Gouvernement écossais de Sturgeon qu'il serait pleinement associé aux négociations avec l'UE. Selon McCorkindale, le Gouvernement Cameron avait sous-estimé les dangers que le Brexit pouvait représenter pour l'Union britannique. May, par contre, insista sur cette Union précieuse entre les quatre nations constitutives et affirma qu'une approche britannique serait adoptée en vue des négociations. Mais, McCorkindale remarque que celle-ci fut vite oubliée et qu'une « far more centrist approach »<sup>190</sup> fut utilisée et déplorée par le SNP :

« [T]his idea that we're equal nations and being listened to is just a myth! And we've seen that over Brexit, you know, we've put forward that Scotland didn't vote for Brexit, we put forward proposals to Government here in Scotland to put proposals to

---

<sup>186</sup> Interview n°10, p. 189.

<sup>187</sup> PITTOCK, M., « La place de l'Écosse en Grande-Bretagne et l'évolution de la britannité », p. 62, in CARON, J.-F., (dir.), *Les conditions de l'unité politique et de la sécession dans les sociétés multinationales : Catalogne, Écosse, Flandre, Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2016.

<sup>188</sup> Interview n°13, p. 214.

<sup>189</sup> SNP, *SNP Manifesto 2019*, *op. cit.*, p. 16, p. 22, p. 29, p. 37, p. 45

<sup>190</sup> MCCORKINDALE, C., « Scotland and Brexit », *op. cit.*, pp. 355-356.

mitigate the damage that that might cause and try to keep us in the customs union and the single market. All of that has been totally ignored by a Government that's arrogant, thinks it knows best! »<sup>191</sup>.

Pour McHarg et Mitchell, les résultats du Brexit font ressortir des divergences territoriales majeures et entraînent d'importantes querelles constitutionnelles. Ils expliquent que la dévolution est un processus asymétrique, dans le sens où l'Angleterre ne possède pas de Parlement et de compétences dévolus à l'instar de l'Écosse (du Pays de Galles et de l'Irlande du Nord) ; Westminster sert donc de Parlement britannique et anglais. Bien que l'État britannique reconnaisse la diversité institutionnelle, la distribution de compétences et du pouvoir de décision est assez ambiguë et se fait davantage par négociation politique qu'en suivant une voie légale, ce qui est notamment une conséquence de l'absence d'une Constitution écrite. Lors de l'instauration de la dévolution, la *Sewel Convention* fut adoptée en Écosse et consacra « the expectation that the UK Parliament would not normally exercise its continued power to legislate on matters devolved to the Scottish Parliament, except with the consent of that Parliament »<sup>192</sup>. Il faut noter que parmi les compétences dévolues à l'Écosse, nombreuses furent en fait gérées par l'UE (dont pêche, agriculture). Mais, les affaires européennes étant du domaine réservé à Westminster (politique étrangère), la coopération entre le Gouvernement britannique et les Gouvernements dévolus était nécessaire et s'est faite au travers de comités intergouvernementaux (*Joint Ministerial Committees*, ci-après JMC). En 2016, le Parlement écossais adopta le *Scotland Act 2016* afin de garantir un statut quasi-constitutionnel à la *Sewel Convention* et renforcer les JMC.

A la suite du référendum sur le Brexit, plusieurs voix s'élevèrent contre l'intention du Gouvernement britannique de décider seul d'activer l'Article 50 du TUE en vue de quitter l'UE et affirmèrent qu'il devait avoir l'autorisation du Parlement britannique. Le Gouvernement écossais affirma qu'en vertu de la *Sewel Convention* et des compétences européennes dévolues à Édimbourg, le consentement du Parlement écossais était également requis. L'affaire fut portée devant la Cour Suprême en décembre 2016. Celle-ci reconnut la nécessité d'un Act du Parlement de Westminster pour la sortie, mais n'imposa pas au Gouvernement britannique d'obtenir le consentement des entités dévolues. La Cour considéra la *Sewel Convention* comme une simple convention politique plutôt que légale ou constitutionnelle. Pour McHarg et

---

<sup>191</sup> Interview n°12, p. 203.

<sup>192</sup> MCHARG, A. et MITCHELL, J., « Brexit and Scotland », *The British Journal of Politics and International Relations*, vol. 19, n°3, 2017, p. 515.

Mitchell, la Cour a tout simplement évité de se prononcer sur la question relative à la dévolution, ce qui met en danger la sécurité des institutions dévolues et leur autorité<sup>193</sup>. Tierney remarque également que le processus du Brexit met en lumière l'asymétrie constitutionnelle et territoriale. Il soulève d'ailleurs que dans un système fédéral, une question constitutionnelle aussi fondamentale que la sortie de l'UE aurait très probablement nécessité le consentement de chaque partie constitutive de l'État pour être mise en œuvre<sup>194</sup> (ce que le SNP avait réclamé en 2015).

Pour Thompson, la rhétorique anti-Brexit du SNP se focalise davantage sur la relation constitutionnelle problématique entre l'Écosse et l'Angleterre que sur la question du maintien au sein de l'UE. Sa principale plainte est que l'Écosse est forcée à subir quelque chose à laquelle elle s'est pourtant opposée<sup>195</sup>. Pour Camp-Pietrain, deux raisons animent la revendication du SNP pour un *Indyref2* : l'annonce de May d'un *hard Brexit* sans avoir consulté les JMC au préalable et la décision de la Cour Suprême qui rend le Parlement de Westminster souverain et ignore l'autorité du Parlement écossais<sup>196</sup>. Par ailleurs, le fait que May ait directement écarté le souhait de Sturgeon (mars 2017) pour un *Indyref2* en rétorquant « now is not the time » parce que le Royaume-Uni devait se concentrer sur la négociation de l'accord de sortie suscita l'émoi parmi les membres du SNP. Cette phrase de May fut exploitée pour renforcer leur argument constitutionnel : les conservateurs de Westminster savent soi-disant ce qui est mieux pour l'Écosse que ses propres élus<sup>197</sup>.

De nombreux membres du SNP interrogés insistent sur cette asymétrie et déplorent la gestion centralisatrice du Brexit par Londres. Ils se sentent ignorés et exclus des négociations. Selon certains, les JMC qui ont été organisés entre Londres et les entités dévolues pour discuter du Brexit étaient de simples rencontres et ne menèrent pas à de réelles décisions conjointes<sup>198</sup>. L'un d'eux faisait partie du groupe écossais et affirme que la décision finale revenait toujours au Gouvernement central qui ne tentait pas réellement de satisfaire aux demandes des autorités dévolues<sup>199</sup>. Nombreux sont les interviewés qui se plaignent de l'absence d'une Constitution

---

<sup>193</sup> *Ibid.*, pp. 514-525.

<sup>194</sup> TIERNEY, S., « The Territorial Constitution and the Brexit Process », *Current Legal Problems*, vol. 72, n°1, 2019, p. 71.

<sup>195</sup> THOMPSON, M. K., « Brexit, Scotland, and the Continuing Divergence of Politics », *op. cit.*, pp. 151-152

<sup>196</sup> CAMP-PIETRAIN, E., « L'Écosse sous Theresa May : résurgence des enjeux constitutionnels en réaction au Brexit », *Observatoire de la société britannique*, n°21, 2018, p. 4.

<sup>197</sup> THOMPSON, M. K., *op. cit.*, pp. 152-153.

<sup>198</sup> Interview n°2, pp. 86-87.

<sup>199</sup> Interview n°9, pp. 169-170.



écrite qui définirait de façon claire quelle entité détient quelles compétences et qui empêcherait la domination d'une entité sur l'autre<sup>200</sup>.

Un autre point de la mise en œuvre du Brexit provoque l'irritation des nationalistes écossais. Le Gouvernement Sturgeon avait, dès l'annonce des résultats du référendum, demandé un *territorially differentiated Brexit* afin de permettre à l'Écosse de rester au sein du marché unique, de conserver les droits sociaux européens, de continuer à profiter de la libre circulation des personnes et de poursuivre des actions communes avec l'UE pour les problèmes transfrontaliers<sup>201</sup>. Selon les interviewés, cela aurait permis de respecter la voix des Écossais qui est ressortie des urnes et de répondre aux besoins économiques du pays. Mais ceci leur a été refusé<sup>202</sup> : « we were told 'oh no it's one-size-fits-all, you know, it's impossible to have any variation'. But that's exactly what happened for Northern Ireland! [...] And I know the Irish situation [...] is quite different. But actually, the principle is the same; if it is possible for one part of the United Kingdom to have a different framework than the other parts, then why not Scotland?! »<sup>203</sup>. Ils sont, en effet, plusieurs à s'offusquer du fait qu'un accord différencié fut trouvé pour l'Irlande du Nord, mais refusé à l'Écosse<sup>204</sup>. Selon eux, ce refus s'explique par le désintérêt du Royaume-Uni pour l'Écosse<sup>205</sup> et parce que « the present Government believes that any concession to Scotland will just encourage independence. What they don't seem to have grasped is that by being so intransigent, by refusing to discuss anything, they're pushing us further down the road to independence! »<sup>206</sup>.

### **5.2.3. Le rapatriement des compétences européennes vers le Gouvernement britannique : un « power grab » selon le SNP**

Nous l'avons dit, certaines compétences dévolues du Parlement écossais étaient gérées par l'UE. Ainsi, celles-ci devaient, en principe, revenir dans le champ écossais. La *Sewel Convention* et le *Scotland Act* stipulent d'ailleurs que le Parlement britannique ne peut légiférer sur les matières dévolues sans l'accord du Parlement écossais et que toute matière n'étant pas explicitement réservée est considérée comme dévolue. Néanmoins, le Gouvernement britannique a décidé de les re-centraliser, du moins temporairement, afin d'établir un marché

---

<sup>200</sup> Interviews n°2, p. 86 ; n°5, p. 119, pp. 130-131 ; n°6, p. 135 ; n°8, pp. 153-154 ; n°9, pp. 167-168.

<sup>201</sup> CAMP-PIETRAIN, E., « L'Écosse sous Theresa May », *op. cit.*, p. 2.

<sup>202</sup> Interviews n°2, pp. 85-86 ; n°6, p. 140 ; n°7, p. 148.

<sup>203</sup> Interview n°1, p. 80.

<sup>204</sup> Interviews n°9, p. 170 ; n°13, pp. 217-218.

<sup>205</sup> Interviews n°5, pp. 121-122 ; n°7, pp. 146-148.

<sup>206</sup> Interview n°6, p. 140.

commun britannique<sup>207</sup> et de conclure de futurs accords commerciaux. Tierney explique qu'en re-centralisant ces compétences unilatéralement, le Gouvernement britannique a empiété sur les compétences dévolues sans le consentement des Parlements dévolus<sup>208</sup>. Les nationalistes voient cela comme un « power grab »<sup>209</sup> qui s'inscrit dans l'idée des Brexiteurs de « take back control »<sup>210</sup> des compétences jusque-là gérées par l'UE et ils dénoncent le mépris du Gouvernement britannique pour la dévolution<sup>211</sup> ; ce qui ajoute (encore) un élément aux problèmes constitutionnels que le Brexit fait surgir<sup>212</sup>. Cette démarche unilatérale fut fortement critiquée par le SNP : « if you want to establish a common framework, surely you need to consult and work with the devolved administrations! But the arrogance and the idea that somehow they are better able to decide for us is very much still there within this Westminster Tory Government! »<sup>213</sup>. Néanmoins, après la forte opposition commune des Gouvernements gallois et écossais face à cette décision, le Gouvernement britannique doit dorénavant consulter et obtenir le consentement des Parlements dévolus dès qu'il s'agit de construire ce cadre commun. Pour Tierney, Londres aura beaucoup de mal à obtenir le consentement d'Édimbourg, les dirigeants écossais restant très anti-Brexit et craignant un plus grand empiètement sur les matières dévolues<sup>214</sup>.

#### 5.2.4. Les limites de la dévolution

En plus des compétences rapatriées, le Gouvernement écossais demande un nouveau transfert de compétences réservées afin de pouvoir mener des politiques différenciées du Gouvernement britannique et de garder des liens avec l'UE, notamment pour l'immigration qui est indispensable à l'économie écossaise (démographie) et pour la négociation d'accords commerciaux<sup>215</sup>.

Cependant, malgré une position favorable du parti à toujours plus de dévolution depuis plusieurs décennies, certains membres du SNP insistent tout de même sur les limites de ce système. « There's been some increases and transfers of powers, and welcome as they are, they're no substitute for independence! »<sup>216</sup>. Ils considèrent que la dévolution ne sera jamais

---

<sup>207</sup> CAMP-PIETRAIN, E., « Vers une Écosse indépendante ? », *op. cit.*, p. 15.

<sup>208</sup> TIERNEY, S., « The Territorial Constitution and the Brexit Process », *op. cit.*, p. 73.

<sup>209</sup> Interviews n°2, p. 92 ; n°4, p. 103 ; n°6, p. 134 ; n°10, pp. 184-185.

<sup>210</sup> Interview n°8, p. 157.

<sup>211</sup> Interview n°7, pp. 147-148.

<sup>212</sup> THOMPSON, M. K., *op. cit.*, p. 154.

<sup>213</sup> Interview n°12, p. 204.

<sup>214</sup> TIERNEY, S., *op. cit.*, pp. 73-77.

<sup>215</sup> SNP, *SNP Manifesto 2017*, *op. cit.*, p. 31.

<sup>216</sup> Interview n°13, p. 214.

satisfaisante, car elle ne leur permet pas de réaliser des changements suffisants pour améliorer le sort de l'Écosse<sup>217</sup>. L'un d'eux voit d'ailleurs la dévolution comme le moyen d'atténuer les dommages causés en Écosse par le Gouvernement britannique conservateur, mais est incapable de résoudre les problèmes à la source<sup>218</sup>. Ils s'indignent en effet devant la possibilité qu'ont les parlementaires anglais à Westminster de mettre en minorité (*outvote*) les parlementaires écossais. Connil relève aussi que la capacité d'action de ces derniers est limitée, leurs propositions et amendements se heurtant très souvent à la majorité absolue des conservateurs. C'est donc surtout un rôle d'influence qu'exercent les parlementaires du SNP<sup>219</sup>. L'un des MPs du SNP rapporte :

« [W]e are down there all the time going 'what about Scotland? What about Scotland? What about Scotland?' and it's... you know, this is a constant cry for us because very often they take decisions without thinking about Scotland or any of the devolved administrations at all! Or perhaps just not caring, you know... And hum, all of the devolved eh MPs from the devolved countries could, or nations, could vote against something, but we'd still be overruled every time by a considerable majority by, if English MPs decide against it so... I just think it's unsustainable »<sup>220</sup>.

Certains membres du SNP souhaitent établir, pour pallier cela, un système fédéral où aucune des entités ne pourra imposer sa volonté à l'autre<sup>221</sup>. D'autres, par contre, considèrent que Westminster n'est plus pertinent et légitime pour représenter l'Écosse et c'est ce que le SNP tente de montrer à l'électorat écossais<sup>222</sup>. Pour Smith : « our union can only be maintained where there is consent and respect. Scotland does not consent to what is happening to us now [Brexit]. And the UK Government, by its actions, has proven there is no respect for Scotland at Westminster! We can do better than this »<sup>223</sup>.

### **5.2.5. « Scotland's right to choose » et le « mandat » du SNP pour un deuxième référendum d'indépendance**

Dans son manifeste de 2017, le SNP affirma que ces élections britanniques n'étaient pas à propos de l'indépendance de l'Écosse. Mais il annonça tout de même que quand les modalités

---

<sup>217</sup> Interview n°13 ; Discours de Joanna Cherry.

<sup>218</sup> Interview n°10, p. 189.

<sup>219</sup> CONNIL, D., « Le Scottish National Party à Westminster (2015-2017), observations sur un groupe parlementaire monté en puissance », *Revue française de droit constitutionnel*, vol. 2, n° 114, 2018, pp. 296-297.

<sup>220</sup> Interview n°7, p. 146.

<sup>221</sup> Interview n°6, p. 134.

<sup>222</sup> Interview n°12, pp. 211-212.

<sup>223</sup> Discours d'Alyn Smith, p. 222.

de l'accord sur le Brexit seraient plus claires, le Parlement écossais devrait pouvoir avoir le droit de décider de l'organisation d'un *Indyref2*<sup>224</sup>. Thompson considère que ces élections de 2017 furent une défaite pour le SNP qui ne garda que 35 des 59 sièges écossais. Il attribue cela à l'appel médiatique peut-être excessif de Sturgeon pour l'indépendance. Suite à ces élections, le SNP se pencha alors davantage sur sa demande pour que l'Écosse puisse rester membre du marché unique et pour que de nouvelles compétences lui soient dévolues<sup>225</sup>.

Par contre, le SNP remporta une grande victoire aux élections britanniques suivantes (décembre 2019) : il obtint 48 des 59 sièges. Dans ses promesses électorales, le SNP exposa clairement son intention de réclamer le droit d'organiser un *Indyref2* au Gouvernement britannique, car il affirme détenir un « mandat » à cet effet<sup>226</sup> (il a obtenu la majorité des voix aux élections écossaises de 2016). Rappelons qu'en 2016, le SNP posa deux conditions pour un *Indyref2* : une majorité d'Écossais en faveur de l'indépendance ou un changement matériel tel un Brexit non-désiré par les Écossais. Trois ans plus tard, il est intéressant de relever que le SNP ne pose plus de condition et affirme ouvertement que « the people of Scotland have the right to choose their own future in a new referendum on becoming an independent country »<sup>227</sup>.

Johnson a cependant refusé la demande de Sturgeon pour un *Indyref2* malgré la victoire du SNP, au motif que le parti avait promis en 2012 que le référendum de 2014 était un vote « once in a generation ». Pour le SNP, il s'agit d'un déni de démocratie de la part du *Prime Minister*<sup>228</sup>, qui serait en fait terrifié à l'idée de perdre l'Écosse.

La stratégie du SNP en vue d'organiser un *Indyref2* se base toujours sur la « doctrine of the mandate », car il a remporté la majorité des voix écossaises à chaque élection depuis 2015. Comme plaide un MSP : « we're the largest party here, we're the largest party at Westminster, we have the biggest number of councillors, we had half of the MEPs... Excuse me but what more evidence is there that the SNP are liked by the people of Scotland?! »<sup>229</sup>.

Mais depuis 2019, les nationalistes ont développé un nouvel argument qui fait l'objet de leur nouveau slogan : « Scotland's right to choose ». En effet, en plus du mandat qu'ils affirment détenir de la part des électeurs, ils prônent l'existence d'un droit démocratique à l'autodétermination. « We have to keep pushing that democratic pressure up, because it's

---

<sup>224</sup> SNP, *SNP Manifesto 2017*, *op. cit.*, p. 3, p. 8.

<sup>225</sup> THOMPSON, M. K., *op. cit.*, p. 154.

<sup>226</sup> SNP, *SNP Manifesto 2019*, *op. cit.*, p. 4.

<sup>227</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>228</sup> SIM, P., « Scottish independence: Johnson rejects Sturgeon indyref2 demand », *BBC News*, 14 janvier 2020, disponible à l'adresse suivante : <https://www.bbc.com/> (consultée le 25 juillet 2020).

<sup>229</sup> Interview n°12, pp. 206-207.

completely undemocratic to deny the Scottish people the right to choose their future. And keeping Scotland in a box that it doesn't want to be part of is not going to help the UK, unless they face up to this question. If Boris Johnson is so confident of the UK being great future for Scotland, then why is he afraid to test it?! »<sup>230</sup>. Le SNP voit dans cet argument démocratique une nouvelle approche qui est à même de convaincre la population écossaise : « [f]or me, there's a psychological boost about the right to choose that we didn't have before. Twenty years ago, it didn't enter people's head that they may have that right at all. So I think that's really important, and I think that strategy has been sound »<sup>231</sup>. Ce nouvel argument nous semble fortement lié à la dimension territoriale, mais aussi émotionnelle : il s'agit de défendre les droits du peuple écossais et de lui donner la possibilité de choisir un nouvel avenir constitutionnel pour son pays.

Certains insistent sur une nuance importante : le mandat du SNP qui résulte des élections n'est pas un mandat pour l'indépendance, mais bien un mandat pour organiser un *Indyref2*. « So, if that Conservative vote is a mandate for Brexit, then surely our vote is a mandate not for independence, but a mandate to have a vote on the choice [Indyref2] »<sup>232</sup>.

« You know that quote 'no man has the right to fix the boundary to the march of a nation'. You can apply that to Mr Johnson! He doesn't have the right to say to Scotland, you know, 'thus far shall you go and no further'. He doesn't have that right. The right is with our people. And if they express their support for that to our party, that's a mandate from the people to make that happen! To choose, not to say 'yes', not to say 'yes', right? But to choose your own future! That's what we're saying, that's what Scottish people are saying; we want the right to choose! »<sup>233</sup>.

### **5.3. La place de l'Écosse au sein de l'Union européenne et dans le monde**

De nombreux observateurs prévoyaient la résurgence de la revendication indépendantiste écossaise en cas de Brexit. Cela s'explique par le fait que l'indépendance de l'Écosse est depuis longtemps liée au projet européen<sup>234</sup>. Pour McHarg et Mitchell la question de l'adhésion à l'UE est même « subsumed » à la question de l'indépendance écossaise<sup>235</sup>.

---

<sup>230</sup> Interview n°3, p. 95.

<sup>231</sup> Interview n°4, p. 108.

<sup>232</sup> Interview n°3, p. 98.

<sup>233</sup> Interview n°8, pp. 163-164.

<sup>234</sup> KEATING, M., « The European Dimension to Scottish Constitutional Change », *op. cit.*, p. 201.

<sup>235</sup> MCHARG, A. et MITCHELL, J., *op. cit.*, p. 513.

Un MSP du SNP résume les deux raisons principales qui animent la position du parti sur « l'indépendance dans l'Europe » depuis les années 1980 : « we believe in the family of nations working together. I think I could probably say it's about the heart and the head. The heart believes in the principle of the EU, the head sees economic advantages of being part of that major trading block »<sup>236</sup>.

### 5.3.1. Une question d'Histoire et d'appartenance

Les membres du SNP affirment que l'Écosse est une nation européenne et soutiennent qu'elle entretient des liens économiques, culturels, sociaux et religieux avec le continent européen depuis de nombreux siècles<sup>237</sup>, et ce bien avant son Union avec l'Angleterre en 1707<sup>238</sup>. Selon eux, « Scotland has always considered itself to be an outward-looking and to be a European. So I think that kind of fixes with our sense of who we are »<sup>239</sup>. Ils sont plusieurs à dire que leur histoire montre que les Écossais ont toujours été accueillants et favorables à la libre circulation des personnes et que leur adhésion à l'UE leur a permis de maintenir et de développer ce trait de caractère<sup>240</sup>.

Le manifeste du SNP pour les élections européennes de 2019 allait dans le même sens, soulignant le caractère européen de l'Écosse et de sa population. Par ailleurs, l'adhésion d'une Écosse indépendante à l'UE n'est pas justifiée par le SNP uniquement pour des raisons économiques, mais aussi pour les valeurs que le pays partage avec le continent<sup>241</sup> : démocratie, liberté, égalité, respect des droits de l'homme, État de droit et autres<sup>242</sup>.

Un autre aspect que certains membres mettent en avant est que « the European Union is a union of equal and independent Member States, whereas the UK is a deeply unequal union. To be honest, it's historically called a union, but it doesn't feel like a union! »<sup>243</sup>. Le manifeste de 2019, ainsi que Cherry<sup>244</sup>, affirmaient que les petites nations comme l'Irlande sont traitées avec plus de respect par l'UE que l'Écosse par le Royaume-Uni. Le SNP souhaite ainsi que l'Écosse puisse entretenir des relations économiques, politiques et sociales avec d'autres États

---

<sup>236</sup> Interview n°4, p. 104.

<sup>237</sup> *Loc. cit.* ; Interviews n°5, p. 117 ; n°12, p. 210.

<sup>238</sup> Interviews n°6, p. 137 ; n°8, p. 152, p. 155.

<sup>239</sup> Interview n°2, p. 88.

<sup>240</sup> Interviews n°4, p. 104 ; n°6, pp. 136-137 ; n°7, p. 149.

<sup>241</sup> Michael Russell et Ben Macpherson parlèrent aussi de valeurs dans leur discours.

<sup>242</sup> SNP, *European Election Manifesto 2019, op. cit.*, p. 2.

<sup>243</sup> Interview n°3, p. 94.

<sup>244</sup> Discours de Joanna Cherry.

sur un même pied d'égalité et considère que l'UE est à même de pouvoir garantir ces relations. Mais pour cela, il affirme que l'Écosse doit être indépendante<sup>245</sup>.

### 5.3.2. Des avantages socio-économiques

Selon Thompson, l'attachement du SNP à l'UE s'explique par la perspective d'une Écosse économiquement viable et prospère. Des liens forts avec l'Europe permettraient en effet à l'Écosse d'être économiquement moins dépendante de l'Angleterre<sup>246</sup>. Ceci est d'ailleurs clairement exprimé par le SNP dans ses manifestes et notamment celui des élections européennes de 2019. Ainsi, il affirme que le marché européen est huit fois plus important que celui du Royaume-Uni et que près de 300.000 emplois écossais dépendent de cette adhésion. Les fonds octroyés par l'UE à l'Écosse ont permis la construction de grandes infrastructures et l'amélioration de l'éducation. En outre, les régulations ont renforcé le droit du travail, les standards environnementaux ont garanti la qualité de l'air, de l'eau et de l'alimentation et la libre circulation des personnes a permis à de nombreux citoyens européens de s'installer en Écosse et de contribuer à son économie (dont les services publics et certains secteurs industriels) et à sa société<sup>247</sup>. Les interviewés soulignent aussi les avantages économiques du projet européen<sup>248</sup>, défendent la place de l'Écosse au sein de l'UE afin d'attirer davantage d'investissements et de main-d'œuvre qualifiée<sup>249</sup>, mais aussi les avantages sociaux garantis grâce au droit des travailleurs et aux droits de l'homme et les avantages culturels grâce aux programmes d'éducation<sup>250</sup>. Ils sont favorables à l'idée de la souveraineté partagée entre États européens afin de mener des actions communes<sup>251</sup>.

### 5.3.3. En quête de visibilité internationale : la para-diplomatie du SNP

Depuis les résultats du Brexit, le SNP a particulièrement à cœur de montrer l'Écosse comme distincte du reste du Royaume-Uni et tente d'expliquer sa position auprès de l'UE (en se rendant régulièrement à Bruxelles) et de ses États membres en faisant valoir la situation difficile dans laquelle l'Écosse se retrouve. Il s'agit ainsi de « make the case for Scotland »<sup>252</sup> sur la scène européenne et internationale. Le Gouvernement écossais a d'ailleurs ouvert des bureaux de représentation dans certaines grandes villes européennes, cherchant par là à

---

<sup>245</sup> SNP, *European Election Manifesto 2019*, *op. cit.*, pp. 3-4.

<sup>246</sup> THOMPSON, M. K., *op. cit.*, p. 145.

<sup>247</sup> SNP, *European Election Manifesto 2019*, *op. cit.*, pp. 3-15.

<sup>248</sup> Interview n°2, p. 88.

<sup>249</sup> Interview n°3, p. 96.

<sup>250</sup> Interview n°8, pp. 155-156.

<sup>251</sup> Interviews n°1, p. 79 ; n°5, p. 128 ; Discours de Ben Macpherson.

<sup>252</sup> Interview n°2, p. 90.

entretenir des relations privilégiées avec ses partenaires européens<sup>253</sup>. En outre, afin de pouvoir ré-accéder à l'UE plus facilement si l'Écosse obtient l'indépendance, le Gouvernement écossais est décidé à maintenir les standards européens dans plusieurs domaines et à rester le plus aligné possible au droit européen<sup>254</sup>. Par ailleurs, le SNP réitère ses messages d'accueil et de bienvenue aux citoyens européens vivant en Écosse afin de les rassurer et de saluer leur contribution à la société écossaise<sup>255</sup>. En cela, il tente de se montrer différent des conservateurs anglais. Du reste, les membres du SNP remarquent un changement d'attitude de la part de représentants européens, ceux-ci se montrant plus compréhensifs envers eux qu'en 2014, et même ouverts à la ré-adhésion d'une Écosse indépendante<sup>256</sup>.

Enfin, le SNP fait très attention à présenter l'indépendance de l'Écosse comme la voie vers une plus grande ouverture à l'Europe et au monde, au contraire des Brexiteurs qui ont une approche isolationniste. Il s'agit d'une part de promouvoir une image positive, civique et inclusive du nationalisme écossais<sup>257</sup>, « [p]eople call us separatists, right? It's the opposite! Independence is the means of our connection and engagement with other people and other countries! »<sup>258</sup>. Et d'autre part, il s'agit également de montrer l'Écosse comme étant prête et volontaire à coopérer avec d'autres États<sup>259</sup> :

« [I]ndependance in modern world is effectively an enhanced devolution settlement anyway! Because we're all intertwined now! So it really is taking back those powers that we don't currently have from Westminster and then decide of what to do with them, and the ironic thing is, we may decide to share some! That would be our decision! Because that would be common sense, to share! [...] independence itself in a connected world doesn't build, isn't rebuild the Hadrian's Wall and tell everyone to go out! It's about us deciding what powers we use and what powers we share, who we're sharing it with and what's in the interests of the people »<sup>260</sup>.

---

<sup>253</sup> CAMP-PIETRAIN, E., « Vers une Ecosse indépendante », *op. cit.*, pp. 16-17.

<sup>254</sup> SNP, *European Election Manifesto 2019*, *op. cit.*, p. 12 ; Interviews n°8, p. 164 ; n°10, p. 191 ; n° 13, p. 221.

<sup>255</sup> Interview n°2, p. 93 ; SNP, *European Election Manifesto 2019*, *op. cit.*, p. 3, p. 5.

<sup>256</sup> Interviews n°2, pp. 90-91 ; n°10, p. 186 ; n°12, p. 205 ; Discours de Ben Macpherson.

<sup>257</sup> Interviews n°6, p. 133 ; n°11, p. 191.

<sup>258</sup> Interview n°1, p. 78.

<sup>259</sup> Interview n°8, p. 152 ; Discours de Ben Macpherson.

<sup>260</sup> Interview n°11, p. 192.



#### 5.4. Discussion

L'objectif du terrain réalisé était d'évaluer comment les stratégies du SNP ont évolué depuis les résultats du référendum sur le Brexit, et ce, à l'aune du modèle théorique qui a structuré tout le travail. Notre hypothèse de départ anticipait un retour de la dimension territoriale dans la stratégie du SNP et suggérait que le parti n'était donc plus seulement « making the economic case for Scottish independence », selon les termes d'Elias. Il nous semble que les cinq manifestes analysés (2015 à 2019) vont dans le sens de notre hypothèse et de façon *crescendo*. Les manifestes de 2015 et 2016 annonçaient déjà un conflit territorial et constitutionnel potentiel en cas de Brexit rejeté par les Écossais, mais imposé par le reste du Royaume-Uni. Le manifeste de 2019, par contre, présentait des arguments territoriaux très forts pour convaincre l'électorat de la légitimité d'un *Indyref2* et de l'indépendance, tout en continuant également à faire son « economic case » en montrant l'indépendance comme outil pour mener de meilleures politiques socio-économiques.

Les discours prononcés le soir du Brexit semblaient également fort imprégnés de la dimension territoriale et appelaient explicitement les Écossais à opter pour l'indépendance afin d'éviter un Brexit dommageable pour l'Écosse tant sur le plan économique et social que sur le plan humain et culturel.

Il est cependant difficile de déterminer avec précision laquelle des quatre stratégies d'Elias, Szöcsik et Zuber est à l'œuvre. Il semble en tout cas certain que le SNP utilise la dimension économique et la dimension territoriale de façon apparente, mais selon quelle articulation ? Quelle dimension l'emporte sur l'autre ? Cela demande une grande part d'interprétation du chercheur et c'est pourquoi nous avons souhaité exposer notre hypothèse de départ aux membres du SNP interrogés afin de voir les réactions qu'elle suscite.

La plupart d'entre eux considèrent que le SNP n'a pas vraiment changé de position depuis les résultats du référendum sur le Brexit. Son objectif a toujours été l'indépendance ; depuis les années 1980, il défend l'indépendance dans l'Europe et depuis le début du siècle, il prône un référendum d'autodétermination pour y parvenir. Certains affirment que le SNP construit son argumentaire sur la dimension économique et la dimension territoriale de manière égale, car elles sont étroitement liées<sup>261</sup> (*two-dimensional*). D'autres jugent que la dimension économique fait l'objet d'une attention trop forte, au détriment de la dimension territoriale et

---

<sup>261</sup> Interviews n°1, pp. 82-83 ; n°2, pp. 89-90 ; n°4, p. 105.

culturelle<sup>262</sup>. D'autres encore considèrent que la dimension économique prime parce que c'est celle qui intéresse le plus l'électorat<sup>263</sup> ou est la plus à même de les convaincre<sup>264</sup> et parce qu'elle répond à l'argument principal des unionistes qui affirment que l'Écosse ne saurait se débrouiller seule sans le Royaume-Uni<sup>265</sup> (*subsuming* renversée). Quelques-uns estiment que depuis les résultats du Brexit, l'argument constitutionnel et démocratique (territorial) est davantage mis en avant par le parti<sup>266</sup> et est mieux reçu et compris par l'électorat<sup>267</sup> (*subsuming*).

Enfin, plusieurs ont exprimé l'idée que le SNP reste fidèle à son objectif indépendantiste, mais doit constamment s'adapter aux circonstances et tenter de convaincre les électeurs. Selon eux, le Brexit est un événement qui modifie le contexte politique et institutionnel britannique et c'est pourquoi la dimension territoriale « fonctionne » et est à nouveau mise en évidence par le parti pour l'instant<sup>268</sup>. Ils ajoutent néanmoins que lorsqu'une campagne en vue d'un *Indyref2* sera concrètement lancée, le SNP devra se concentrer tant sur la dimension économique que sur la dimension territoriale pour construire son argumentaire<sup>269</sup>. L'un d'eux conclut : « the exact detail of the case for Scottish independence, you know, will change the way in which the argument is put, will change again and again. The basic arguments don't change. The priority given to those arguments in public discourse may change from time to time »<sup>270</sup>.

Ces observations ne permettent pas de déterminer clairement quelle stratégie précise est utilisée par le parti nationaliste depuis les résultats du Brexit en 2016 (peut-être faut-il avoir plus de recul). Elles montrent de ce fait les limites du modèle théorique utilisé. Le SNP choisit ses stratégies en fonction du contexte changeant, mais aussi en fonction de l'opinion publique, des interactions qu'il a avec d'autres partis et de l'échelon sur lequel il joue (élections régionales, britanniques, européennes). C'est donc un parti flexible qui profite de chaque opportunité pour défendre et légitimer sa cause en adaptant constamment ses stratégies aux circonstances. Le modèle utilisé est tout de même intéressant, car il offre une grille de lecture heuristiquement pertinente en ce qu'elle permet d'évaluer comment les stratégies du parti ont

---

<sup>262</sup> Interview n°5, p. 129.

<sup>263</sup> Interview n°8, pp. 161-162.

<sup>264</sup> Interview n°12, pp. 208-209.

<sup>265</sup> Interview n°9, p. 172.

<sup>266</sup> *Loc. cit.* ; Interviews n°10, pp. 188-189 ; n°11, p. 197.

<sup>267</sup> Interview n°13, p. 218.

<sup>268</sup> *Ibid.*, Interview n°2, pp. 88-90.

<sup>269</sup> Interview n°2, pp. 89-90.

<sup>270</sup> Interview n°9, p. 172.

évolué sur le temps long et comment les différents enjeux ont successivement été cadrés au sein de l'une ou l'autre dimension clé du parti.

Il nous semble possible de dépasser ces limites en nous inscrivant dans une approche « configurational rather than hierarchical », selon la démarche de Rokkan identifiée par Delanty et O'Mahony. Il apparaît, en effet, plus judicieux de considérer conjointement la dimension économique et la dimension territoriale de l'indépendance écossaise utilisées par le SNP, plutôt que de chercher à déterminer laquelle prévaut sur l'autre. C'est la combinaison de facteurs internes et externes au parti et l'interrelation des variables territoriales, économiques et culturelles qui influencent ses stratégies et expliquent leurs changements<sup>271</sup>. Ainsi, si cette combinaison et cette interrelation changent, le parti tendra à adapter ses stratégies afin de profiter du nouveau contexte.

## **Conclusion**

Le SNP est un parti nationaliste déterminé à obtenir l'indépendance de l'Écosse, certes, mais selon une voie gradualiste, pragmatique, légale et démocratique. Cette démarche ne fut cependant pas toujours prônée.

De 1934 jusqu'à la veille de la dévolution, le parti évolua fortement. Revendiquant d'abord « independence nothing less » et étant profondément divisé par des courants fondamentaliste et gradualiste en vue de l'accession à l'indépendance et par des tendances politiques opposées (gauche/droite), il utilisa une stratégie *uni-dimensional* en se focalisant uniquement sur la dimension territoriale de l'indépendance, sans se préoccuper de questions socio-économiques. Dans les années 1960-1970, il se tourna vers une stratégie *subsuming* où la dimension économique de l'indépendance était enchâssée dans la dimension territoriale. Par la suite, l'instauration du Parlement écossais en 1999 grâce à la dévolution modifia fortement le paysage institutionnel. Ainsi, de 1999 à 2003, le choix des stratégies du SNP ne se faisait plus seulement en fonction de sa volonté d'indépendance, mais aussi en fonction de sa volonté d'obtenir une place significative au sein des institutions écossaises nouvellement créées. Afin de récolter davantage de votes, il lui fallait donc adapter son programme et ses stratégies aux préoccupations de l'électorat et aux comportements des autres partis. La dimension économique

---

<sup>271</sup> DELANTY, G. et O'MAHONY, P., *Nationalism and Social Theory*, op. cit., p. 58, p. 65.

fut portée au premier plan, tandis que la dimension territoriale fut estompée dans une stratégie *blurring* renversée. Entre 2003 et 2016, et selon Elias :

« Rather than framing economic issues in terms of the territorial issues that are assumed to be the most important to regionalist parties, the SNP consistently reverses this logic: the case for independence is made in explicitly economic terms, with constitutional change understood to be a means of achieving the economic growth necessary for building a better Scotland »<sup>272</sup>.

Les résultats du Brexit en juin 2016 indiquent des différences territoriales fortes au sein du Royaume-Uni, l'Écosse ayant voté pour rester au sein de l'UE, mais se faisant entraîner dans la sortie par le reste du Royaume-Uni. Depuis lors, le SNP a à cœur de défendre et protéger les intérêts écossais en tentant de maintenir des relations privilégiées entre l'Écosse et l'UE, mettant en exergue leur conviction que l'Union britannique n'est plus légitime, ni pertinente pour garantir ces intérêts. Ainsi, il tente de convaincre l'électorat que le Brexit illustre nettement les défaillances de cette Union. Non seulement, le système constitutionnel de celle-ci impose un avenir non-voulu à l'une de ses nations constitutives, ce que le SNP voit comme un déficit démocratique. Mais en outre, ce système ignore, selon le parti, les revendications d'autonomie politique (transfert de nouvelles compétences) et bafoue le processus de dévolution déjà mis en place en re-centralisant certains pouvoirs (rapatriement des compétences européennes). Le parti nationaliste s'insurge de cette attitude britannique et prétend disposer d'un mandat politique et moral l'autorisant à donner à l'Écosse « the right to choose its own future » dans un nouveau référendum d'indépendance, la population écossaise ayant voté majoritairement pour le SNP au cours des cinq dernières élections (écossaises, britanniques, européennes).

Malgré ces questions territoriales et constitutionnelles ravivées par le Brexit et la fenêtre d'opportunité qui semble se présenter à lui, le SNP doit mener un jeu d'équilibriste afin, d'une part, de maintenir la confiance de son électorat pro-indépendance et, d'autre part, de satisfaire son électorat non-convaincu par l'indépendance, mais attaché à ses politiques sociales-démocrates. Par conséquent, en plus de poursuivre son objectif principal, le SNP se doit de tenir ses autres promesses électorales pour continuer à être perçu comme un parti régionaliste crédible et compétent dans la gestion des matières dévolues à l'échelon écossais.

Par ailleurs, le SNP fait face à un double défi : assurer sa place à la tête du Gouvernement écossais et maintenir une position forte au sein du Parlement de Westminster. C'est en effet ce

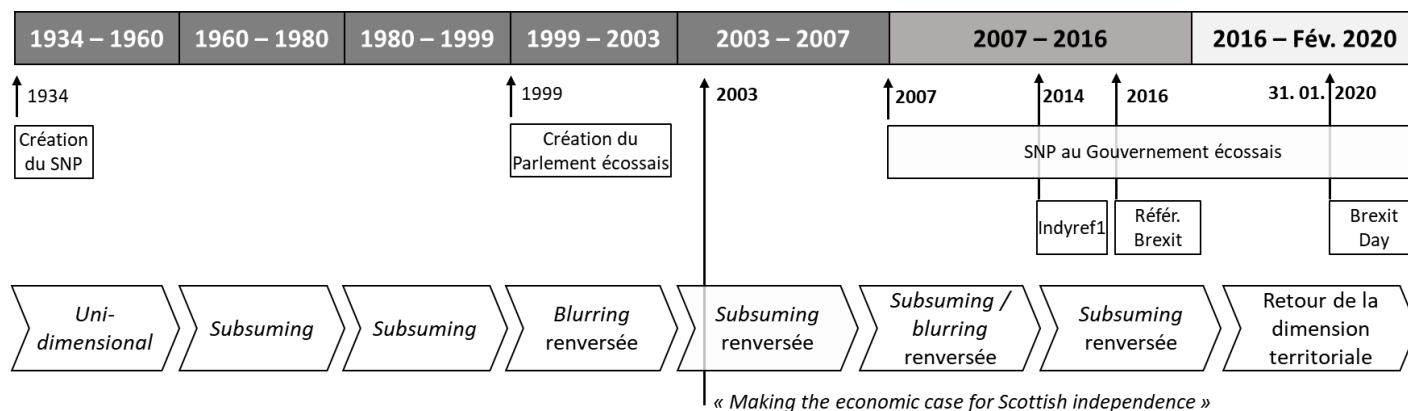
---

<sup>272</sup> ELIAS, A., *op. cit.*, p. 16.

qui lui permet de se montrer à Édimbourg comme un parti capable de gouverner l'Écosse et à Londres comme le plus à même de défendre ses intérêts. Pour parvenir à ces positions, tenter d'organiser un *Indyref2* et convaincre l'électorat de l'indépendance, le SNP ne peut se permettre de baser ses stratégies uniquement sur la revendication territoriale, il doit également les construire grâce à des arguments socio-économiques convaincants.

En définitive, le Brexit est un événement de conjoncture qui offre l'opportunité au SNP de renforcer son argument territorial. Toutefois, sa stratégie générale à géométrie variable nous semble demeurer la même depuis plusieurs décennies : il s'agit de s'adapter à chaque contexte politique et institutionnel en combinant et articulant les dimensions territoriale et économique de façon flexible et dans un sens qui lui est favorable. La période de transition du Brexit prendra fin le 31 décembre 2020, cela laisse une marge de temps pendant laquelle des changements majeurs de stratégies sont possibles. Néanmoins, nous pouvons affirmer, pour l'heure, que la dimension territoriale est bel et bien de retour dans les stratégies du SNP et est assortie d'un nouvel argument démocratique qui se construit autour du déficit démocratique engendré par l'organisation constitutionnelle du Royaume-Uni, ce qui esquisse le début d'une inflexion dans ses stratégies. Ira-t-elle dans le sens d'une stratégie *two-dimensional* ?

### Ligne du temps et schéma théorique



Dimension territoriale ou dimension économique = stratégie **uni-dimensional**

Dimension territoriale > dimension économique = stratégie **blurring**

Dimension territoriale ≥ dimension économique = stratégie **subsuming**

Dimension territoriale < dimension économique = stratégie **blurring renversée**

Dimension territoriale ≤ dimension économique = stratégie **subsuming renversée**

Dimension territoriale + dimension économique = stratégie **two-dimensional**

## 6. Bibliographie

### Documents officiels

SNP, *SNP Manifesto 2015: Stronger for Scotland*, 2015, 16(a) p. + 40(b) p.

———, *SNP Manifesto 2016: Stronger for Scotland*, 2016, 26(a) p + 46(b) p.

———, *SNP Manifesto 2017: Stronger for Scotland*, 2017, 48 p.

———, *European Election Manifesto 2019: Scotland's for Europe*, 2019, 18 p.

———, *SNP Manifesto 2019: Stronger for Scotland*, 2019, 52 p.

### Ouvrages

ANTOINE, A., *Droit constitutionnel britannique*, Issy-les-Moulineaux, LGDJ, 2016, 196 p.

BLANCHET, A. et GOTMAN, A., *L'entretien*, Paris, Armand Colin, 2007, 126 p.

BREUILLY, J., *Nationalism and the State*, Manchester, Manchester University Press, 1993, xiii + 474 p.

CARON, J.-F. (dir.), *Les conditions de l'unité politique et de la sécession dans les sociétés multinationales : Catalogne, Écosse, Flandre, Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2016, xvi + 189 p.

DELANTY, G. et O'MAHONY, P., *Nationalism and Social Theory: Modernity and the Recalcitrance of the Nation*, London, SAGE Publications Ltd, 2002, 208 p.

DUCHEIN, M., *Histoire de l'Écosse – Des Origines à Nos Jours*, Paris, Tallandier, 2013, 798 p.

GUIBERNAU, M., *The Identity of Nations*, Cambridge, Polity Press, 2007, viii + 235 p.

KEATING, M., *State and Regional Nationalism: Territorial Politics and the European State*, New York, Harvester Wheatsheaf, 1988, viii + 273 p.

MCCRONE, D., *The Sociology of Nationalism: Tomorrow's ancestors*, New York, Routledge, 1998, 207 p.

SMITH, A. D., *Nationalism – Theory, Ideology, History*, Cambridge, Polity Press, 2010, 209 p.

THOMSEN, R. C., *Nationalism in Stateless Nations: Images of Self and Other in Scotland and Newfoundland*, Edinburgh, John Donald, 2010, ix + 273 p.

QUIVY, R. et VAN CAMPENHOUDT, L., *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 2011, ix + 262 p.

### **Chapitres d'ouvrages**

HAZELL, R., « Britishness and the Future of the Union » in GAMBLE, A. et WRIGHT, A. (éd.), *Britishness: Perspectives on the Britishness Question*, Chichester, Wiley-Blackwell, 2009, pp. 101-111.

HENDERSON, A., « Différenciation institutionnelle : la perception de la différence et les multiples communautés politiques à l'intérieur de l'État », in CARON, J.-F. (dir.), *Les conditions de l'unité politique et de la sécession dans les sociétés multinationales : Catalogne, Écosse, Flandre, Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2016, pp. 41-59.

JEANNIER, F., « Les incertitudes écossaises, entre autonomie et indépendance », in DUBET, F. (dir.), *Politiques des frontières*, Paris, La Découverte, 2018, pp. 50-70.

PITTOCK, M., « La place de l'Écosse en Grande-Bretagne et l'évolution de la britannité », in CARON, J.-F. (dir.), *Les conditions de l'unité politique et de la sécession dans les sociétés multinationales : Catalogne, Écosse, Flandre, Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2016, pp. 61-76.

TIERNEY, S., « Giving with one hand: Scottish devolution within a unitary state », in CHOUDHRY, S. (éd.), *Constitutional Design for Divided Societies Integration or Accommodation?*, Oxford, Oxford University Press, 2008, pp. 438-460.

### **Articles scientifiques**

BARBANTI, C., « Le Scottish National Party de 2007 à 2011 : un parti toujours indépendantiste ? », *Critique internationale*, vol. 4, n°53, 2011, pp. 103-117.

- BORT, E., « L'Écosse après le vote. Le Non à l'indépendance comme amorce du changement ? », *Cultures & Conflits*, n°97, 2015, pp. 97-121.
- CAMP-PIETRAIN, E., « Le référendum d'autodétermination en Écosse », *Revue française de droit constitutionnel*, vol. 94, n°2, 2013, pp. 259-267.
- , « Le référendum du 23 juin 2016 en Écosse : entre deux unions », *Revue Française de Civilisation Britannique*, XXII-2, 2017, pp. 1-17.
- , « L'Écosse sous Theresa May : résurgence des enjeux constitutionnels en réaction au Brexit », *Observatoire de la société britannique*, n°21, 2018, pp. 123-140.
- , « Les élections de mai 2016 au Parlement écossais : les enjeux constitutionnels », *Revue Française de Civilisation Britannique*, XXII-4, 2017, pp. 1-15.
- , « L'Europe dans le débat sur le référendum d'autodétermination en Écosse », *Outre-Terre*, vol. 41, n°4, 2014, pp. 113-138.
- , « Vers une Écosse indépendante ? », *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n°36, 2018, pp. 1-22.
- CATTARUZZA, A., « Les référendums d'autodétermination : démocratisation ou balkanisation du monde ? », *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n°3, 2007, pp. 9-29.
- CONNIL, D., « Le Scottish National Party à Westminster (2015-2017), observations sur un groupe parlementaire monté en puissance », *Revue française de droit constitutionnel*, vol. 2, n°114, 2018, pp. 285-300.
- DARDANELLI, P. et MITCHELL, J., « An Independent Scotland? The Scottish National Party's Bid for Independence and Its Prospects », *The International Spectator*, vol. 49, n°3, 2014, pp. 88-105.
- DIXON, K., « La longue marche du nationalisme écossais », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 21, n°1, 2012, pp. 31-42.
- , « Le pari risqué des nationalistes écossais : l'indépendance ou rien ? », *Politique étrangère*, Hiver, n°4, 2013, pp. 51-61.



- , « Le Retour Du Chardon : Nationalisme et Dévolution En Écosse (1967-1999) », *Études Anglaises*, vol. 59, n°4, 2006, pp. 441-452
- , « Un vote sans lendemain ? », *Savoir/Agir*, vol. 4, n°30, 2014, pp. 105-107.
- DUCLOS, N., « The Strange Case of the Scottish Independence Referendum. Some Elements of Comparison between the Scottish and Catalan Cases », *Revue Française de Civilisation Britannique*, XX-2, 2015, pp. 1-14.
- ELIAS, A., « Making the Economic Case for Independence: The Scottish National Party's Electoral Strategy in Post-Devolution Scotland », *Regional & Federal Studies*, vol. 29, n°1, 2019, pp. 1-23.
- ELIAS, A., SZÖCSIK, E. et ZUBER, C. I., « Position, Selective Emphasis and Framing: How Parties Deal with a Second Dimension in Competition », *Party Politics*, vol. 21, n°6, 2015, pp. 839-850.
- FIASSON, A., « Territorialité politique, nationalisme et traversées constitutionnelles en Écosse », *Études écossaises*, n°18, 2016, pp. 51-67.
- GOUNIN, Y., « Les dynamiques d'éclatements d'États dans l'Union européenne : casse-tête juridique, défi politique », *Politique étrangère*, Hiver, n°4, 2013, pp. 11-22.
- JACKSON, B., « The Political Thought of Scottish Nationalism », *The Political Quarterly*, vol. 85, n°1, 2014, pp. 50-56.
- KEATING, M., « Brexit and Devolution in the United Kingdom », *Politics and Governance*, vol. 5, n°2, 2017, pp. 1-3.
- , « The European Dimension to Scottish Constitutional Change », *The Political Quarterly*, vol. 86, n°2, 2015, pp. 201-208.
- , « The Scottish Independence Referendum and After », *Revista d'estudis Autònoms i Federals*, n°21, 2015, pp. 73-98.
- LABORDERIE, V., « Le droit de sécession », *Outre-Terre*, vol. 41, n°4, 2014, pp. 89-99.
- LEITH, M. S., « Scottish National Party Representations of Scottishness and Scotland », *Politics*, vol. 28, n°2, 2008, pp. 83-92.

- LERUEZ, J., « Le référendum du 18 septembre 2014 en Écosse : l'échec d'un long processus », *Pouvoirs*, vol. 152, n°1, 2015, pp. 145-160.
- LEYDIER, G., « Les années Thatcher en Écosse : l'Union remise en question », *Revue française de science politique*, vol. 44, n°6, 1994, pp. 1034-1053.
- LYNCH, P., « From Social Democracy Back to No Ideology? The Scottish National Party and Ideological Change in a Multi-Level Electoral Setting », *Regional & Federal Studies*, vol. 19, n°4-5, 2009, pp. 619-637.
- MACKENZIE, J. M., « Brexit: The View from Scotland », *The Round Table*, vol. 105, n°5, 2016, pp. 577-579.
- MANLEY, G., « Scotland's Post-Referenda Futures », *Anthropology Today*, vol. 35, n°4, 2019, pp. 13-17.
- MCCORKINDALE, C., « Scotland and Brexit: The State of the Union and the Union State », *King's Law Journal*, vol. 27, n°3, 2016, pp. 354-365.
- MCGARVEY, N., « The 2014 Scottish Independence Referendum and Its Aftermath », *Social Alternatives*, vol. 34, n°3, 2015, pp. 34-40.
- MCHARG, A. et MITCHELL, J., « Brexit and Scotland », *The British Journal of Politics and International Relations*, vol. 19, n°3, 2017, pp. 512-526.
- PENROSE, J., « Nations, States and Homelands: Territory and Territoriality in Nationalist Thought », *Nations and Nationalism*, vol. 8, n°3, 2002, pp. 277-297.
- ROKKAN, S., « Un modèle géo-économique et géopolitique de quelques sources de variations en Europe de l'Ouest », *Communications*, vol. 45, n°1, 1987, pp. 75-100.
- ROVNY, J., « Riker and Rokkan: Remarks on the Strategy and Structure of Party Competition », *Party Politics*, vol. 21, n°6, 2015, pp. 912-918.
- SIMPKINS, F., « The 2017 General Election in Scotland: A Return to Multi-Party Politics? », *Revue Française de Civilisation Britannique*, XXIII-2, 2018, pp. 1-13.
- THOMPSON, M. K., « Brexit, Scotland, and the Continuing Divergence of Politics », *The Midwest Quarterly*, vol. 60, n°2, 2019, pp. 141-159.

TIERNEY, S., « The Territorial Constitution and the Brexit Process », *Current Legal Problems*, vol. 72, n°1, 2019, pp. 59-83.

### **Articles de presse**

GORDON, T., « Nicola Sturgeon planning Indyref2 before 2021 ballot », *The Herald*, 24 avril 2019, disponible à l'adresse suivante : <https://www.heraldscotland.com/> (consultée le 3 juillet 2020).

SETTLE, M., « PMQs clash: Boris Johnson tells Nicola Sturgeon to ‘change the record’ on constantly demanding indyref2 », *The Herald*, 15 janvier 2020, disponible à l'adresse suivante : <https://www.heraldscotland.com/> (consultée le 3 juillet 2020).

SIM, P., « Scottish independence: Johnson rejects Sturgeon indyref2 demand », *BBC News*, 14 janvier 2020, disponible à l'adresse suivante : <https://www.bbc.com/> (consultée le 25 juillet 2020).

SMITH, S., « Scottish independence: Sturgeon requests powers for referendum », *BBC News*, 19 décembre 2019, disponible à l'adresse suivante : <https://www.bbc.com/news/> (consultée le 3 juillet 2020).

SMITH, S., « Using Brexit to make the case for Scottish independence », *BBC News*, 27 mars 2019, disponible à l'adresse suivante : <https://www.bbc.com/news/> (consultée le 3 juillet 2020).

### **Sites internet**

SCOTTISH GOVERNMENT, « Referendum », *Constitutional Reform*, disponible à l'adresse suivante : <https://www2.gov.scot/Topics/constitution/background> (consultée le 21 juillet 2020).

THE ELECTORAL COMMISSION, « Results and turnout at the 2016 Scottish Parliament election », disponible à l'adresse suivante : <https://www.electoralcommission.org.uk/> (consultée le 22 juillet 2020).

THE ELECTORAL COMMISSION, « Results and turnout at the EU referendum », disponible à l'adresse suivante : <https://www.electoralcommission.org.uk/> (consultée le 3 juillet 2020).

### **Travail précédent**

SCHMITZ, C., sous la supervision de VERJANS, P. (promoteur) et FALLON, C. (titulaire), « Le Scottish National Party est-il nationaliste ? », *Travail dirigé en Sciences politiques*, ULiège, 2018, 31 p.